

# JOURNAL OFFICIEL

DE LA

REPUBLIQUE DU MALI

TARIFS DES ABONNEMENTS		TARIFS DES INSERTIONS		OBSERVATIONS
	Un an	6 mois	La ligne.....400 F	Prix au numéro de l'année courante.....500F Prix au numéro des années précédentes.....600F
Mali .....	20.000 F	10.000 F	Chaque annonce répétée.....moitié prix	Les demandes d'abonnement et les annonces doivent être adressées au Secrétariat Général du Gouvernement-D.J.O.D. Les abonnements prendront effet à compter de la date de paiement de leur montant. Les abonnements sont payables d'avance.
Afrique.....	35.000 F	17.500 F	Il n'est jamais compté moins de 2.000 F pour les annonces.	
Europe.....	38.000 F	19.000 F		
Frais d'expédition.....	13.000 F			

## SOMMAIRE

### ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

#### ORDONNANCES-DECRETS-ARRETES

**10 septembre 2015-Ordonnance n°2015-026/P-RM**  
portant création du Projet de développement de la ferme rizicole de Sabé.....**p.1643**

**15 septembre 2015-Ordonnance n°2015-027/P-RM**  
autorisant la ratification de l'Accord de prêt, signé à Abu Dhabi (Emirats arabes unis), le 11 juin 2015, entre la République du Mali et le fonds d'Abu Dhabi pour le développement, en vue du financement du projet « électrification rurale par systèmes hybrides d'énergies renouvelables dans trente (30) villages au Mali ».....**p.1644**

**23 septembre 2015-Ordonnance n°2015-028/P-RM**  
autorisant la ratification du Protocole additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité et la réparation, relatif au protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, adopté par la Conférence des parties réunies à Nagoya (Japon), le 15 octobre 2010.....**p.1645**

**Ordonnance n°2015-029/P-RM** autorisant la ratification du protocole n°29, relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté le 11 juin 2014 à Genève, par la 103<sup>ème</sup> session de la Conférence Internationale du Travail (CIT).....**p.1645**

**SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT**

- 23 septembre 2015-Ordonnance n°2015-030/P-RM** autorisant la ratification du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté par la 5eme conférence des parties à la Convention-cadre de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), réunie à Seoul, du 12 au 17 novembre 2012.....p.1646
- Ordonnance n°2015-031/P-RM** autorisant la ratification de l'Accord de prêt, signé à Bamako, le 28 juillet 2015, entre la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), pour le financement du Projet paludisme et maladies tropicales négligées au Sahel.....p.1646
- Ordonnance n°2015-032/P-RM** portant création de l'Office central de lutte contre l'enrichissement illicite.....p.1647
- Ordonnance n°2015-033/P-RM** autorisant l'adhésion de la République du Mali à la Convention n°181 sur les Agences d'emploi privées, adoptée le 19 juin 1977 à Genève, par la 85<sup>eme</sup> session de la Conférence Internationale du Travail (CIT).....p.1650
- Ordonnance n°2015-034/P-RM** autorisant l'adhésion de la République du Mali à la Convention n°88 concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée le 09 juillet 1948 à San Francisco, par la 31<sup>eme</sup> session de la Conférence Internationale du Travail (CIT).....p.1651
- Ordonnance n°2015-035/P-RM** autorisant l'adhésion de la République du Mali à la Convention n°155 et son protocole n°155 sur la santé et la sécurité des travailleurs, adoptés respectivement le 22 juin 1981 et le 03 juin 2002 à Genève, par les 67<sup>eme</sup> et 90<sup>eme</sup> sessions de la Conférence Internationale du Travail (CIT).....p.1651
- 15 septembre 2015-Décret n°2015-0582/P-RM** portant nomination de Préfets.....p.1652
- Décret n°2015-0583/P-RM** portant approbation de l'avenant n°1 au marché n°0202/DGMP-DSP-2013 relatif aux travaux de reconversion du casier de Tien Konou en maîtrise totale de l'eau dans le cadre du Projet d'Appui au Développement (PADER-TKT).....p.1653
- Décret n°2015-0584/P-RM** portant nomination du Directeur Général de l'Agence d'aménagement des terres et de fourniture de l'eau d'irrigation.....p.1653
- 15 septembre 2015-Décret n°2015-0585/P-RM** portant nomination de Préfets.....p.1654
- Décret n°2015-0586/P-RM** portant nomination du Secrétaire particulier du Ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières.....p.1655
- 17 septembre 2015-Décret n°2015-0587/P-RM** portant nomination de l'Ambassadeur du Mali à Luanda.....p.1655
- Décret n°2015-0588/P-RM** portant nomination d'un Sous-directeur à la Direction des Ecoles militaires.....p.1656
- Décret n°2015-0589/P-RM** portant nomination d'un Commandant de Région militaire.....p.1656
- MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**
- 02 juillet 2014 Arrêté N°2014-1757/MJDH-SG** portant rectificatif à l'Arrêté n°2014-0074/MJ-SG du 22 janvier 2014 portant mise à la retraite de Greffiers et Secrétaires de Greffes et Parquets.....p.1657
- Arrêté N°2014-1758/MJDH-SG** portant avancement d'échelon de Magistrats..p.1657
- MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**
- 02 juillet 2014 Arrêté N°2014-1763/MDAC-SG** portant nomination de Chefs de Division à la Direction de la Sécurité militaire.....p.1661
- Arrêté N°2014-1764/MDAC-SG** portant nomination d'un Commandant en Second de l'Ecole d'application des Officiers à la Direction des Ecoles militaires.....p.1661
- Arrêté N°2014-1765/MDAC-SG** portant nomination d'un Chef de Division à l'Etat-major de l'Armée de Terre.....p.1661
- 03 juillet 2014 Arrêté N°2014-1792/MDAC-SG** portant détachement de personnels Officiers..p.1661
- MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**
- 03 juillet 2014 – Arrêté n°2014-1782/MEF-SG** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 de l'Académie Malienne des Langues (AMALAN).....p.1662

**14 juillet 2014 Arrêté N°2014-1866/MEF-SG** portant modification de l'Arrêté N°10-1247/MEF-SG du 11 mai 2010 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et contrats relatifs au Projet d'Appui au Secteur de l'Energie (PASE).....p.1662

**Arrêté interministériel N°2014-1867/MEF-METD-SG** portant nomination d'un Régisseur d'avances auprès de l'Agence Nationale de la Météorologie (MALI-METEO).....p.1662

**Arrêté N°2014-1868/MEF-SG** portant institution d'une régie d'avances auprès de l'Officie Riz Mopti (ORM).....p.1663

**15 juillet 2014 Arrêté N°2014-1874/MEF-SG** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 de l'Institut National de la Statistique (INSAT).....p.1663

**Arrêté N°2014-1878/MEF-SG** portant nomination d'un Receveur-Percepteur à Yangasso.....p.1664

**03 juillet 2014 – Arrêté n°2014-1879/MEF-SG** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 du Centre National des Œuvres Universitaires (CENOU).....p.1664

**22 juillet 2014 Arrêté N°2014-1961/MEF-SG** portant approbation du budget pour l'exercice 2014 de l'Officie Riz Mopti (ORM).....p.1665

**Arrêté n°2014-1962/MEF-SG** portant modification de l'arrêté n°06-0797/MEF-SG du 19 avril 2006 portant répartition des amendes, confiscations, pénalités, frais de poursuites et majorations en matière d'impôts directs, indirects et taxes assimilées, de droits d'enregistrement et de timbre et de primes sur les recettes budgétaires...p.1665

**29 juillet 2014 Arrêté N°2014-2021/MEF-SG** portant modification de l'Arrêté N°2011-4253/MEF-SG du 21 octobre 2011 fixant le régime fiscal et douanier applicable aux marchés et/ou contrats relatifs au Projet de construction et d'équipement du Centre de Formation des Collectivités Territoriales (CFCT)....p.1667

**30 juillet 2014 Arrêté interministériel N°2014-2027/MEF-MENIC-SG** portant nomination d'un Agent Comptable à l'Agence Nationale de Communication pour le Développement (ANCD).....p.1667

**30 juillet 2014 Arrêté N°2014-2029/MEF-SG** portant institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.....p.1668

**Arrêté N°2014-2034/MEF-SG** portant institution d'une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.....p.1668

**Annonces et communications.....p.1670**

## ACTES DE LA REPUBLIQUE DU MALI

### PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

#### ORDONNANCES

**ORDONNANCE N°2015-026/P-RM DU 10 SEPTEMBRE 2015 PORTANT CREATION DU PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA FERME RIZICOLE DE SABE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°06-045/AN-RM du 05 septembre 2006 portant Loi d'Orientation agricole ;

Vu la Loi n°05-012 du 11 février 2005 portant création de la Direction nationale de l'Agriculture ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n°2015-034 du 16 juillet 2015 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu l'Ordonnance n°10-012/P-RM du 10 mars 2010 autorisant la ratification de l'Accord de crédit, signé à New Delhi, le 14 octobre 2009 entre le Gouvernement de la République du Mali et Export-Import Bank of India pour le financement de projets de développement de l'agriculture et de transformation des aliments au Mali ;

Vu le Décret n°10-144/P-RM du 17 mars 2010 portant ratification de l'Accord de crédit, signé à New Delhi, le 14 octobre 2009 entre le Gouvernement de la République du Mali et Export-Import Bank of India pour le financement de projets de développement de l'agriculture et de transformation des aliments au Mali ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**La Cour Suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES**

**ORDONNE** :

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé, pour une durée de 05 ans, un service rattaché dénommé Projet de Développement de la Ferme rizicole de Sabé.

**Article 2** : Le Projet de Développement de la Ferme rizicole de Sabé a pour mission de proposer et d'exécuter les programmes et projets concourant à la promotion de la filière riz à travers les actions visant le développement de la chaîne de valeurs au niveau de la ferme.

A ce titre, il est chargé :

\* d'assurer la maîtrise d'ouvrage déléguée pour les travaux, les études et le contrôle des aménagements ;

\* d'assurer l'entretien des infrastructures réalisées ;

\* d'assurer la gestion des terres et la fourniture de l'eau d'irrigation ;

\* d'assurer la formation et l'appui-conseil des exploitations agricoles installées sur les terres aménagées de la Ferme en vue de la promotion de l'entrepreneuriat agricole rural ;

\* d'entreprendre des activités expérimentales de recherche et de production de semences de qualité en collaboration avec les structures de recherche agricole ;

\* d'entreprendre toutes les activités visant la transformation et la commercialisation du riz et de ses sous-produits, en relation avec les acteurs concernés de la filière agro-industrielle, les organismes chargés de la formation et la recherche-développement ;

\* d'assurer le suivi-évaluation.

**Article 3** : Le Projet de Développement de la Ferme rizicole de Sabé est rattaché à la Direction Nationale de l'Agriculture.

**Article 4** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 10 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de la Promotion des Investissements et du Secteur Privé, ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Me Mamadou Gaoussou DIARRA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-027/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD DE PRET, SIGNE A ABU DHABI (EMIRATS ARABES UNIS), LE 11 JUIN 2015, ENTRE LA REPUBLIQUE DU MALI ET LE FONDS D'ABU DHABI POUR LE DEVELOPPEMENT, EN VUE DU FINANCEMENT DU PROJET « ELECTRIFICATION RURALE PAR SYSTEMES HYBRIDES D'ENERGIES RENOUVELABLES DANS TRENTE (30) VILLAGES AU MALI »**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034 du 16 juillet 2015 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE** :

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée la ratification de l'Accord de prêt d'un montant de cinq milliards deux cent millions (5.200.000.000) francs CFA environ, signé à Abu Dhabi (Emirats Arabes Unis), le 11 juin 2015, entre la République du Mali et le Fonds d'Abu Dhabi pour le Développement, en vue du financement du projet « Electrification rurale par Systèmes Hybrides d'Energies renouvelables dans trente (30) village au Mali ».

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration**  
**africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Energie et de l'Eau,**  
**Mamadou Frankaly KEITA**

**Le ministre de l'Aménagement du Territoire**  
**et de la Population,**  
**Cheickna Seydi Ahamady DIAWARA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-028/P-RMDU 23 SEPTEMBRE**  
**2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DU**  
**PROTOCOLE ADDITIONNEL DE NAGOYA-KUALA**  
**LUMPUR SUR LA RESPONSABILITE ET LA**  
**REPARATION, RELATIF AU PROTOCOLE DE**  
**CARTAGENA SUR LA PREVENTION DES RISQUES**  
**BIOTECHNOLOGIQUES, ADOPTE PAR LA**  
**CONFERENCE DES PARTIES REUNIES A NAGOYA**  
**(JAPON), LE 15 OCTOBRE 2010**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les  
intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée la ratification du Protocole  
additionnel de Nagoya-Kuala Lumpur sur la responsabilité  
et la réparation, relatif au Protocole de Cartagena sur la  
prévention des risques biotechnologiques, adopté par la  
Conférence des Parties réunies à Nagoya (Japon), le 15  
octobre 2010.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et  
publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration**  
**africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,**  
**Ousmane KONE**

**Le ministre de l'Environnement, de l'Eau**  
**et de l'Assainissement,**  
**Mohamed AGERLAF**

**Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Mahamadou DIARRA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-029/P-RMDU 23 SEPTEMBRE**  
**2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DU PROTOCOLE**  
**N°29, RELATIF A LA CONVENTION SUR LE TRAVAIL**  
**FORCE DE 1930, ADOPTE LE 11 JUIN 2014 A GENEVE,**  
**PAR LA 103<sup>EME</sup> SESSION DE LA CONFERENCE**  
**INTERNATIONALE DU TRAVAIL (CIT)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les  
intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée la ratification du Protocole n°29, relatif à la Convention sur le travail forcé de 1930, adopté le 11 juin 2014 à Genève, par la 103<sup>ème</sup> session de la Conférence internationale du Travail (CIT).

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration**  
**africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre de la Justice et des Droits de l'Homme,**  
**Garde des Sceaux,**  
**Mahamadou DIARRA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la**  
**Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les**  
**Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,**  
**de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,**  
**Mahamane BABY**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-030/P-RM DU 23 SEPTEMBRE**  
**2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DU PROTOCOLE**  
**POUR ELIMINER LE COMMERCE ILLICITE DES**  
**PRODUITS DU TABAC, ADOPTE PAR LA 5EME**  
**CONFERENCE DES PARTIES A LA CONVENTION-CADRE**  
**DEL'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE (OMS),**  
**REUNIE A SEOUL, DU 12 AU 17 NOVEMBRE 2012**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les  
intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée la ratification du Protocole pour  
éliminer le commerce illicite des produits du tabac, adopté  
par la 5<sup>ème</sup> Conférence des Parties à la Convention-cadre  
de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), réunie à  
Séoul, du 12 au 17 novembre 2012.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et  
publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,**  
**ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration**  
**africaine et de la Coopération internationale par intérim,**  
**Abdramane SYLLA**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,**  
**Ousmane KONE**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-031/P-RM DU 23 SEPTEMBRE**  
**2015 AUTORISANT LA RATIFICATION DE L'ACCORD**  
**DE PRET, SIGNE A BAMAKO, LE 28 JUILLET 2015, ENTRE**  
**LA REPUBLIQUE DU MALI ET L'ASSOCIATION**  
**INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT (IDA), POUR**  
**LE FINANCEMENT DU PROJET PALUDISME ET**  
**MALADIES TROPICALES NEGLIGEEES AU SAHEL**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034 du 16 juillet 2015 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée, la ratification de l'Accord de prêt d'un montant de dix neuf milliards sept cent vingt six millions cinq cent cinquante mille (19.726.550.000) francs, signé à Bamako, le 28 juillet 2015, entre la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), pour le financement du Projet Paludisme et Maladies Tropicales Négligées au Sahel.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale par intérim,  
Abdramane SYLLA**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,  
Ousmane KONE**

**Le ministre de l'Aménagement du Territoire  
et de la Population,  
Cheickna Seydi Ahamady DIAWARA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Mamadou Igor DIARRA**

**ORDONNANCE N°2015-032/P-RM DU 23 SEPTEMBRE  
2015 PORTANT CREATION DE L'OFFICE CENTRAL  
DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/du 16 juillet 2015 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnances ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

La Cour suprême entendue ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES**

**Article 1<sup>er</sup>** : Il est créé une Autorité administrative indépendante dénommée Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite jouit de l'autonomie financière.

**Article 2** : Son siège est fixé à Bamako. Toutefois, il peut être transféré en tout autre lieu du territoire national si les circonstances l'exigent.

**Article 3** : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a compétence sur toute l'étendue du territoire national.

**CHAPITRE II : DES MISSIONS DE L'OFFICE CENTRAL  
DE LUTTE CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE**

**Article 4** : L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite a pour mission de mettre en œuvre l'ensemble des mesures de prévention, de contrôle et de lutte envisagées au plan national, sous régional, régional et international contre l'enrichissement illicite.

A ce titre, il est chargé :

- d'assurer, dans le respect des compétences propres à chacune des structures concernées, une coopération efficace et la concertation des autorités nationales, directement ou indirectement concernées par la lutte contre l'enrichissement illicite ;

- de prendre communication des déclarations de biens aux fins d'exploitation ;

- de recevoir également toutes autres informations utiles nécessaires à l'accomplissement de sa mission, notamment celles communiquées par les organes de contrôle et d'inspection ainsi que les officiers de police judiciaire ;

- de demander aux assujettis ainsi qu'à toute autre personne physique ou morale, la communication des informations détenues par eux et susceptibles d'enrichir les éléments justifiant la saisine des autorités judiciaires compétentes ;

- d'effectuer ou de faire effectuer des études périodiques sur l'évolution des techniques utilisées aux fins d'enrichissement illicite ;

- de centraliser les informations nécessaires à la détection et à la prévention des faits d'enrichissement illicite ;

- d'animer et de coordonner, en tant que de besoin, aux niveaux national et international, les moyens d'investigations dont disposent les administrations ou services pour la recherche des infractions induisant des obligations de déclaration ;

- d'émettre un avis sur la mise en œuvre de la politique de l'Etat en matière de lutte contre l'enrichissement illicite et de proposer toutes réformes nécessaires au renforcement de l'efficacité de la lutte contre l'enrichissement illicite.

- de susciter et de promouvoir au sein des institutions et des organismes publics et parapublics des mécanismes destinés à prévenir, détecter et faire réprimer l'enrichissement illicite ;

- d'évaluer périodiquement l'impact des stratégies et les performances atteintes ;

- de recommander toutes réformes, législative, réglementaire ou administrative, tendant à promouvoir la bonne gouvernance, y compris dans les transactions commerciales internationales ;

- de recevoir les réclamations, dénonciations et plaintes des personnes physiques ou morales se rapportant à des faits d'enrichissements illicites ;

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite peut, sur la base d'informations graves, concordantes et fiables en sa possession, saisir le Procureur du Pôle économique et financier compétent.

**Article 5 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite peut s'attacher les services de toute personne susceptible de lui apporter son concours.

**Article 6 :** Il entretient des relations de coopération avec les organismes nationaux et internationaux similaires intervenant dans le domaine de la lutte contre l'enrichissement illicite.

**Article 7 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite adresse un rapport annuel d'évaluation des activités liées à la prévention et à la répression de l'enrichissement illicite au Président de la République.

Une copie de ce rapport est également adressée au Président de l'Assemblée nationale, au Président de la Cour suprême, au Président de la Cour constitutionnelle, au Président du Conseil économique, social et culturel et au Médiateur de la République.

### **CHAPITRE III : DE LA DESIGNATION, DE LA DUREE DES MANDATS DES MEMBRES DE L'OFFICE ET DES INCOMPATIBILITES**

**Article 8 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite sont désignés ainsi qu'il suit :

- trois (03) magistrats désignés par le Président de la République ;

- un (01) cadre des administrations financières désigné par le ministre chargé des Finances;

- un (01) communicateur désigné par la Haute Autorité de Communication ;

- un (01) représentant du secteur privé, désigné par le Conseil national du Patronat ;

- un (01) expert-comptable désigné par l'Ordre des Experts-comptables ;

- un (01) spécialiste en passation des marchés publics désigné par l'Autorité de Régulation des Marchés publics;

- deux (02) officiers de police judiciaire, dont un (01) de la gendarmerie et un (01) de la police, désignés par le ministre chargé de la Justice sur proposition du ministre chargé de la Sécurité ;

- un (01) représentant des organisations non gouvernementales s'occupant des questions de bonne gouvernance et de lutte contre la corruption désigné par le Conseil national de la Société civile;

- un (01) représentant des défenseurs des Droits humains désigné par la Commission nationale des Droits de l'Homme.



**Article 9 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite doivent avoir au moins dix (10) ans d'expérience dans leurs domaines respectifs de compétence et remplir les conditions requises pour accéder au statut de cadre « A » de la Fonction publique.

Ils sont soumis à une enquête de moralité.

**Article 10 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite sont nommés par décret pris en Conseil des Ministres. Leur mandat est de quatre (4) ans renouvelable une fois. Le renouvellement se fait par moitié tous les quatre (4) ans.

Les magistrats désignés par le Président de la République, le spécialiste en passation des marchés publics, le cadre des administrations financières et l'expert comptable sont d'office reconduits dans le cadre du renouvellement prévu à l'alinéa précédent.

**Article 11 :** Ils sont choisis parmi les personnalités ayant exercé de hautes fonctions et responsabilités dans leur secteur et connues pour leur probité, leur honorabilité et leur intégrité morale.

**Article 12 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite doivent :

- être de nationalité malienne ;
- être de bonne moralité ;
- jouir de leurs droits civiques.

**Article 13 :** Ils bénéficient des privilèges, indemnités et avantages fixés par décret pris en Conseil de Ministres.

**Article 14 :** Il ne peut être mis fin aux fonctions de membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite avant l'expiration du mandat, qu'en cas de démission, de décès, de faute lourde ou d'empêchement absolu.

En cas de démission, le membre saisit le président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, qui en informe le Premier ministre.

**Article 15 :** Tout membre est démis de ses fonctions par le Président de la République, en cas de faute lourde ou d'empêchement absolu constaté par l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.

Il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions que celles de sa nomination.  
Le mandat du successeur ainsi désigné est limité à la période restant à courir.

**Article 16 :** Avant leur entrée en fonction, les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite prêtent devant la Cour Suprême les serments suivant :

« Je jure solennellement de bien remplir fidèlement et loyalement, en toute impartialité et équité, la fonction dont je suis investi, de respecter en toute circonstance les obligations qu'elles m'imposent, de garder le secret des délibérations auxquelles j'ai pris part, d'observer le respect de la confidentialité des déclarations de biens, et de me conformer aux lois et règlements en vigueur, notamment ceux en rapport avec la lutte contre l'enrichissement illicite».

**Article 17 :** Ils exercent leurs fonctions respectives à titre permanent, à l'exclusion de toute autre activité professionnelle publique ou privée.

La fonction de membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite est incompatible avec toute fonction publique, politique et toute activité professionnelle privée.

**Article 18 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ont pour obligation générale de s'abstenir de tout ce qui pourrait compromettre l'indépendance et la dignité de leurs fonctions.

Ils ont l'obligation pendant la durée de leurs fonctions de n'occuper au sein des partis politiques aucun poste de responsabilité et de direction même à titre honorifique, de ne prendre aucune position publique sur les questions ayant fait ou susceptibles de faire l'objet de décision de la part de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, de ne donner aucune consultation sur les questions relevant de sa compétence.

**Article 19 :** Tout membre de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite doit informer ses pairs des intérêts qu'il détient ou vient d'acquérir.

Aucun membre de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ne peut délibérer dans aucune affaire où il a un intérêt, qu'il représente ou dans laquelle il a représenté une des parties intéressées.

Pendant la durée de cinq (5) ans, suivant la cessation de leurs fonctions au sein de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, les membres du conseil de l'Office et le Secrétaire général ne peuvent, en aucun cas, devenir salariés ou bénéficiaire de rémunération sous quelque forme ou à quelque titre que ce soit d'une personne dont ils ont instruit le dossier.

Ils ne peuvent, après la fin de leurs fonctions et, pendant la même durée, sous quelque forme que ce soit, être directement ou indirectement liés à une personne dont le dossier a été examiné par l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, sous peine de poursuites judiciaires.

**Article 20 :** Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite sont astreints, avant leur entrée en fonction et à la fin de celle-ci, à l'obligation de déclaration des biens.

**Article 21 :** Dans l'exercice de leurs fonctions, les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ne reçoivent d'instruction d'aucune autre autorité.

Les membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite ne peuvent être poursuivis, recherchés, arrêtés, détenus ou jugés à l'occasion des avis, opinions qu'ils émettent ou pour les actes ou décisions qu'ils prennent dans l'exercice de leur mission.

**Article 22 :** Les renseignements recueillis par l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite en application des dispositions de la présente, ne peuvent être utilisés à d'autres fins que l'accomplissement des missions qui lui sont confiées. Leur divulgation est interdite sauf dans le cadre des rapports publiés par l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.

#### **CHAPITRE IV : DES DISPOSITIONS FINANCIERES**

**Article 23 :** L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite dispose d'un budget autonome de fonctionnement, constitué :

- des crédits inscrits dans la loi de finances ;
- des participations, aides et subventions allouées par les Partenaires techniques et financiers et autres organismes ou institutions dont les objectifs rentrent dans le cadre de la lutte contre l'enrichissement illicite dans la mesure où celles-ci sont compatibles avec les exigences d'indépendance.

Le montant des subventions et la provenance de celles-ci doivent être connus de l'ensemble des membres de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite.

**Article 24 :** Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite est ordonnateur des recettes et des dépenses. Un gestionnaire est placé auprès de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite par le ministre chargé des Finances à cette fin.

**Article 25 :** Le budget de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite est géré conformément aux règles de la comptabilité publique.

**Article 26 :** Le contrôle a posteriori des comptes et de la gestion de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite est exercé par la juridiction compétente pour statuer sur la comptabilité publique.

#### **CHAPITRE V : DISPOSITIONS FINALES**

**Article 27 :** L'organisation et le fonctionnement de l'Office central de lutte contre l'Enrichissement illicite sont fixés par un décret pris en Conseil des Ministres.

**Article 28 :** La présente loi abroge les dispositions de l'article 6 de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014 portant prévention et répression de l'enrichissement illicite et toutes autres dispositions antérieures contraires.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEÏTA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEÏTA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat  
et des Affaires foncières,  
ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde  
des Sceaux par intérim,**  
**Maître Mohamed Ali BATHILY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique, de la  
Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les  
Institutions,**  
**Madame DIARRA Raky TALLA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-033/P-RMDU 23 SEPTEMBRE  
2015 AUTORISANT L'ADHESION DE LA REPUBLIQUE  
DU MALI A LA CONVENTION N°181 SUR LES  
AGENCES D'EMPLOI PRIVEES, ADOPTÉE LE 19 JUIN  
1977 A GENEVE, PAR LA 85<sup>EME</sup> SESSION DE LA  
CONFERENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL (CIT)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le Gouvernement à prendre certaines mesures par ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée l'adhésion de la République du Mali à la Convention n° 181 sur les agences d'emploi privées, adoptée le 19 juin 1997 à Genève, par la 85<sup>ème</sup> session de la Conférence internationale du Travail (CIT).

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale par intérim,  
Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,  
de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,  
Mahamane BABY**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la  
Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les  
Institutions,  
Madame DIARRA Raky TALLA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-034/P-RM DU 23 SEPTEMBRE  
2015 AUTORISANT L'ADHESION DE LA REPUBLIQUE  
DU MALI A LA CONVENTION N°88 CONCERNANT  
L'ORGANISATION DU SERVICE DE L'EMPLOI, ADOPTÉE  
LE 09 JUILLET 1948 A SAN FRANCISCO, PAR LA 31<sup>ÈME</sup>  
SESSION DE LA CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU  
TRAVAIL (CIT)**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les  
intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisé l'adhésion de la République du Mali à la Convention n° 88 concernant l'organisation du service de l'emploi, adoptée le 09 juillet 1948 à San Francisco, par la 31<sup>ème</sup> session de la Conférence internationale du Travail.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur, ministre des  
Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la  
Coopération internationale par intérim,  
Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,  
de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,  
Mahamane BABY**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique et de la  
Réforme de l'Etat, chargé des Relations avec les  
Institutions,  
Madame DIARRA Raky TALLA**

-----  
**ORDONNANCE N°2015-035/P-RM DU 23 SEPTEMBRE  
2015 AUTORISANT L'ADHESION DE LA REPUBLIQUE  
DU MALI A LA CONVENTION N°155 ET SON  
PROTOCOLE N°155 SUR LA SANTE ET LA SECURITE  
DES TRAVAILLEURS, ADOPTES RESPECTIVEMENT LE  
22 JUN 1981 ET LE 03 JUN 2002 A GENEVE, PAR LES  
67<sup>ÈME</sup> ET 90<sup>ÈME</sup> SESSIONS DE LA CONFÉRENCE  
INTERNATIONALE DU TRAVAIL (CIT)**

**LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2015-034/P-RM du 16 juillet 2015 autorisant le  
Gouvernement à prendre certaines mesures par  
ordonnance ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant  
nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant  
nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les  
intérim des membres du Gouvernement ;

**La Cour suprême entendue,**

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**ORDONNE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Est autorisée l'adhésion de la République du Mali à la Convention n° 155 et son Protocole n° 155 sur la Santé et la sécurité des travailleurs, adoptés respectivement le 22 juin 1981 et le 03 juin 2002 à Genève, par les 67<sup>ème</sup> et 90<sup>ème</sup> sessions de la Conférence internationale du Travail.

**Article 2** : La présente ordonnance sera enregistrée et publiée au Journal officiel.

**Bamako, le 23 septembre 2015**

**Le Président de la République,  
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,  
Modibo KEITA**

**Le ministre des Maliens de l'Extérieur,  
ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration  
africaine et de la Coopération internationale par intérim,  
Abdramane SYLLA**

**Le ministre de l'Emploi, de la Formation professionnelle,  
de la Jeunesse et de la Construction citoyenne,  
Mahamane BABY**

**Le ministre de la Santé et de l'Hygiène publique,  
Ousmane KONE**

**Le ministre du Travail, de la Fonction publique  
et de la Réforme de l'Etat, chargé des Relations  
avec les Institutions,  
Madame DIARRA Raky TALLA**

**DECRETS**

**DECRET N°2015-0582/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015  
PORTANT NOMINATION DE PREFETS**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-035 du 10 août 1999 portant création des Collectivités territoriales de Cercle et de Région ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012 portant modification de la Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995, modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont nommés en qualité de **Préfets** :

**1. Cercle de Kayes :**

- Monsieur **Bakaye KONATE**, N°Mle 449-13.P, Administrateur civil ;

**2. Cercle de Kati :**

- Monsieur **Sadio KEITA**, N°Mle 763-90.M, Administrateur civil ;

**3. Cercle de Mopti :**

- Monsieur **Nampory BAGAYOKO**, N°Mle 763-66.K, Administrateur civil ;

**4. Cercle de Tombouctou :**

- Monsieur **Afel B. YATTARA**, N°Mle 736-64.H, Administrateur civil ;

**5. Cercle de Tenenkou :**

- Monsieur **Makan DOUMBIA**, N°Mle 417-71.F, Administrateur civil ;

**6. Cercle de Goundam :**

- Monsieur **Karimou COULIBALY**, N°Mle 763-65.J, Administrateur civil ;

**7. Cercle d'Ansongo :**

- Monsieur **Waly Silamaka SISSOKO**, N°Mle 931-58.B, Administrateur civil ;

**8. Cercle de Ménaka :**

- Monsieur **Boucary MAIGA**, N°Mle 416-56.N, Administrateur civil ;

**9. Cercle de Tessalit :**

- Monsieur **Drissa Zou COULIBALY**, N°Mle 0104-122.W, Administrateur civil ;

**Article 2 :** Le présent décret abroge les dispositions des Décrets ci-après :

- n°2011-529/P-RM du 24 août 2011 en ce qui concerne Monsieur **Sadio KEITA**, N°Mle 163-90.M, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Kayes** ;

- n°2012-576/P-RM du 08 octobre 2012 en ce qui concerne Monsieur **Baye KONATE**, N°Mle 449-13.P, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Kati** ;

- n°2014-0168/P-RM du 06 mars 2014 en ce qui concerne Monsieur **Nampory BAGAYOKO**, N°Mle 763-66.K, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Tombouctou** ;

- n°2015-0126/P-RM du 27 février 2015 en ce qui concerne Monsieur **Afel B. YATTARA**, N°Mle 763-64.H, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Mopti**.

**Article 3 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

-----  
**DECRET N°2015-0583/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015  
PORTANT APPROBATION DE L'AVENANT N°1 AU  
MARCHE N°0202/DGMP-DSP-2013 RELATIF AUX  
TRAVAUX DE RECONVERSION DU CASIER DE TIEN  
KONOU EN MAITRISE TOTALE DE L'EAU DANS LE  
CADRE DU PROJET D'APPUI AU DEVELOPPEMENT  
(PADER-TKT)**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu le Décret n°08-485/P-RM du 11 août 2008, modifié, portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2014-0256/PM-RM du 10 avril 2014 déterminant les Autorités chargées de la conclusion et de l'approbation des marchés et des délégations de service public ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0603/P-RM du 24 septembre 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérim des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Est approuvé l'avenant n°1 au marché n°0202/DGMP-DSP-2013, relatif aux travaux de reconversion du Casier de Tien Konou en maîtrise totale de l'eau dans le cadre du Projet d'Appui au Développement (PADER TKT) pour un montant d'un milliard cent quatre vingt dix neuf millions deux cent quatre vingt treize mille huit cent trente quatre (1.199.293.834) francs CFA hors taxes et hors douanes et un délai d'exécution de cinq (05) mois hors saison des pluies, conclu entre le Gouvernement de la République du Mali et l'Entreprise COGEB International.

**Article 2 :** Le ministre de l'Economie et des Finances et le ministre du Développement rural sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Commerce et de l'Industrie,  
ministre de l'Economie et des Finances par intérim,**  
**Abdel Karim KONATE**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

-----

**DECRET N°2015-0584/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015  
PORTANT NOMINATION DU DIRECTEUR GENERAL  
DEL'AGENCE D'AMENAGEMENT DES TERRES ET DE  
FOURNITURE DE L'EAU D'IRRIGATION**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°96-015 du 13 février 1996 portant statut général des Etablissements publics à caractère scientifique, technologique ou culturel ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu l'Ordonnance n°2015-016/P-RM du 02 avril 2015 portant création de l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'Eau d'Irrigation ;

Vu le Décret n°204/PG-RM du 21 août 1985 déterminant les modalités de gestion et de contrôle des structures des services publics ;

Vu le Décret n°2015-0326/P-RM du 06 mai 2015 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'Eau d'Irrigation ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Abdoulaye DEMBELE**, N°Mle 343-97.K, Ingénieur d'Agriculture et du Génie rural, est nommé **Directeur** de l'Agence d'Aménagement des Terres et de Fourniture de l'Eau d'Irrigation.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

## **DECRET N°2015-0585/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015 PORTANT NOMINATION DE PREFETS**

### **LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°99-035 du 10 août 1999 portant création des Collectivités territoriales de Cercle et de Région ;

Vu la Loi n°2012-005 du 23 janvier 2012 portant modification de la Loi n°93-008 du 11 février 1993 déterminant les conditions de la libre administration des Collectivités territoriales ;

Vu la Loi n°2012-006 du 23 janvier 2012 portant principes fondamentaux de l'organisation administrative du territoire ;

Vu le Décret n°95-210/P-RM du 30 mai 1995, modifié, déterminant les conditions de nomination et les attributions des représentants de l'Etat au niveau des collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°07-142/P-RM du 23 avril 2007 fixant les taux de l'indemnité de représentation et de responsabilité et de la prime de fonction spéciale allouées aux représentants de l'Etat dans les collectivités territoriales ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

## **STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

### **DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Sont nommés en qualité de **Préfets** :

#### **10. Cercle de Macina :**

- Monsieur **Fadjigui Théophile COULIBALY**, N°Mle 763-58.B, Administrateur civil ;

#### **11. Cercle de San :**

- Monsieur **Kantara DIAWARA**, N°Mle 763-98.X, Administrateur civil.

**Article 2 :** Le présent décret abroge les dispositions des Décrets ci-après :

- n°2011-529/P-RM du 24 août 2011 en ce qui concerne Monsieur **Kantara DIAWARA**, N°Mle 763-98.X, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **Massina** ;

- n°2012-576/P-RM du 08 octobre 2012 en ce qui concerne Monsieur **Adama SIDIBE**, N°Mle 348-77.M, Administrateur civil, en qualité de **Préfet** du Cercle de **San**.

**Article 3** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre de l'Administration territoriale  
et de la Décentralisation,**  
**Abdoulaye Idrissa MAIGA**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0586/P-RM DU 15 SEPTEMBRE 2015  
PORTANT NOMINATION DU SECRETAIRE  
PARTICULIER DU MINISTRE DES DOMAINES DE  
L'ETAT ET DES AFFAIRES FONCIERES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu le Décret n°94-201/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Cabinets des départements ministériels ;

Vu le Décret n°94-202/P-RM du 03 juin 1994 fixant les règles générales d'organisation et de fonctionnement des Secrétariats généraux des départements ministériels ;

Vu le Décret n°2012-434/P-RM du 9 août 2012 fixant les conditions d'emploi et de rémunération des membres non fonctionnaires du Cabinet du Président de la République, du Secrétariat général de la Présidence de la République, du Cabinet du Premier ministre et des Cabinets ministériels ;

Vu le Décret n°2014-0837/P-RM du 10 novembre 2014 fixant les taux mensuels de certaines primes et indemnités allouées aux fonctionnaires et agents de l'Etat ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup>** : Monsieur **Aboubacar DIAWARA**, N°Mle 0136-469.D, Archiviste, est nommé Secrétaire particulier du ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires foncières.

**Article 2** : Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 15 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le Premier ministre,**  
**Modibo KEITA**

**Le ministre des Domaines de l'Etat et des Affaires  
foncières,**  
**Mohamed Ali BATHILY**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0587/P-RM DU 17 SEPTEMBRE 2015  
PORTANT NOMINATION DE L'AMBASSADEUR DU  
MALIALUANDA**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°2014-049 du 19 septembre 2014 portant principes fondamentaux de la création, de l'organisation et du contrôle des services publics ;

Vu la Loi n° 05-039 du 22 juillet 2005 fixant des indices de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions diplomatiques et consulaires ;

Vu le Décret n° 04-097/P-RM du 31 mars 2004 fixant les attributions des membres du personnel diplomatique et consulaire ;

Vu le Décret n° 05-464/P-RM du 17 octobre 2005 modifié, fixant la valeur du point d'indice de traitement des personnels occupant certains emplois dans les missions diplomatiques et consulaires ainsi que leurs primes et indemnités ;

Vu le Décret n° 2012-070/P-RM du 2 février 2012 abrogeant et remplaçant le Décret n°09-445/P-RM du 10 septembre 2009 portant répartition des postes diplomatiques et consulaires de la République du Mali ;

Vu le Décret n°2015-0003/P-RM du 08 janvier 2015 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le Décret n°2015-0073/P-RM du 13 février 2015 fixant les intérimis des membres du Gouvernement ;

**STATUANT EN CONSEIL DES MINISTRES,**

**DECRETE :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Le Colonel-major **Diamou KEITA**, est nommé **Ambassadeur du Mali** auprès de la République d'Angola, de la République de **Zambie**, de la République du **Rwanda**, de la République du **Burundi** et de la République de **Namibie** avec résidence à **Luanda**.

**Article 2 :** Le présent décret sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 17 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le ministre du Développement rural,**  
**Premier ministre par intérim,**  
**Bokary TRETA**

**Le ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration africaine et de la Coopération internationale,**  
**Abdoulaye DIOP**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Mamadou Igor DIARRA**

-----  
**DECRET N°2015-0588/P-RM DU 17 SEPTEMBRE 2015**  
**PORTANT NOMINATION D'UN SOUS-DIRECTEUR A**  
**LA DIRECTION DES ECOLES MILITAIRES**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu le Décret n°08-644/P-RM du 16 octobre 2008 fixant l'organisation et les modalités de fonctionnement de la Direction des Ecoles Militaires ;

Vu le Décret n°2015-0004/P-RM du 10 janvier 2015 portant nomination des membres du Gouvernement ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le **Lieutenant-colonel Sékou DIARRA** de la Direction du Génie Militaire est nommé en qualité de **Sous-Directeur de la Logistique** à la Direction des Ecoles Militaires.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 17 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**

-----  
**DECRET N°2015-0589/P-RM DU 17 SEPTEMBRE 2015**  
**PORTANT NOMINATION D'UN COMMANDANT DE**  
**REGION MILITAIRE**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Vu la Constitution ;

Vu la Loi n°02-055 du 16 décembre 2002, modifiée, portant statut général des militaires ;

Vu la Loi n°04-051 du 23 novembre 2004 portant organisation générale de la Défense nationale ;

Vu le Décret n°99-365/P-RM du 19 novembre 1999 fixant l'organisation et les attributions de l'Armée de Terre ;

Vu le Décret n°09-080/P-RM du 04 mars 2009 portant création des régions militaires ;

**DECRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le **Colonel Daoud Aly MOHAMMEDINE** de l'Armée de Terre est nommé en qualité de Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent décret qui abroge le Décret n°2015-0026/P-RM du 30 janvier 2015 portant nomination du Colonel Saïbou DOUMBIA de l'Armée de Terre, en qualité de **Commandant de la 6<sup>ème</sup> Région militaire**, sera enregistré et publié au Journal officiel.

**Bamako, le 17 septembre 2015**

**Le Président de la République,**  
**Ibrahim Boubacar KEITA**



**ARRETES****MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME**

**ARRETE N°2014-1757/MJDH-SG DU 2 JUILLET 2014 PORTANT RECTIFICATIF A L'ARRETE N°2014-0074/MJ-SG DU 22 JANVIER 2014 PORTANT MISE A LA RETRAITE DE GREFFIERS ET SECRETAIRES DE GREFFES ET PARQUETS**

**LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME GARDE DES SCEAUX,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** L'article 1<sup>er</sup> de l'Arrêté n°2014-0074/MJ-SG du 22 janvier 2014 portant mise à la retraite de Greffiers et Secrétaires de Greffes et Parquets est rectifié comme suit en ce qui concerne **Madame Massata KOUREISSI**.

**Au lieu de :**

**Massata KOUREISSI, N°Mle 639.18-F, Greffier de 2<sup>ème</sup> classe, 2<sup>ème</sup> échelon (indice 395).**

**Lire :**

**Massata KOUREISSI, N°Mle 639.18-F, Greffier de 2<sup>ème</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon (indice 420)**

**Le reste est sans changement.**

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Mohamed Ali BATHILY**

**ARRETE N°2014-1758/MJDH-SG DU 2 JUILLET 2014 PORTANT AVANCEMENT D'ECHELON DE MAGISTRATS**

**LE MINISTRE DE LA JUSTICE ET DES DROITS DE L'HOMME, GARDE DES SCEAUX,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014, les Magistrats dont les noms suivent bénéficient d'un avancement d'échelon et sont promus aux grades, groupes et échelons suivant.

<b>Magistrats de 1<sup>er</sup> grade, 1<sup>er</sup> groupe, 2<sup>ème</sup> échelon, indice 950</b>				
<b>N°</b>	<b>Prénoms</b>	<b>Noms</b>	<b>N°Mle</b>	<b>Postes</b>
1	Yaya	KONE	932-60 D	Vice-Présdt T.P.I. Com.VI-Bko
2	Ibrahim	KONTA	932-57 A	A.G.C.A Kayes
3	Amadou	HAMADOUN	932-64 H	Présdt T.P.I. Com.V Bko
4	Hamady	TRAORE	481-47 D	Conseiller C.A Mopti
5	Tiéoura	MALLE	932-62 F	Conseiller C.A. Mopti
6	Diakaridia	TOURE	932-61 E	Présdt. T.P.I. Ségou
7	Issa	TRAORE	932-63 G	Présdt. T.P.I. Com.I. Bko

<b>Magistrat de 2<sup>ème</sup> grade, 1<sup>er</sup> groupe, 3<sup>ème</sup> échelon, indice 690</b>				
<b>N°</b>	<b>Prénoms</b>	<b>Noms</b>	<b>N°Mle</b>	<b>Postes</b>
1	Demba	TALL	0111-290 R	Trib Administratif de Bko

<b>Magistrats de 2<sup>ème</sup> grade, 1<sup>er</sup> groupe, 2<sup>ème</sup> échelon, indice 650</b>				
<b>N°</b>	<b>Prénoms</b>	<b>Noms</b>	<b>N°Mle</b>	<b>Postes</b>
1	Mohamed M	DOUCOURE	0111-272W	Conseiller Tech Primature
2	Modibo	POUDIOUGOU	0111-269S	Conseiller Tech /MJ
3	Sourakata	SEMEGA	0111-279D	JPCE Djenne
4	Djbrilla Aroubouna	MAIGA	0111-288N	Conseiller M/ des Aff, Etrangères
5	Fatoumata Sékou	DICKO	0111-265M	Minist. Des Postes et NTIC

6	Seydou	SANOGO	0111-293V	Conseiller Tech M/ Domaines
7	Broulaye	KEITA	0111-270T	J.P.C.E de Goundam
8	Konimba	KANE	0111,291S	juge Trib Administratif Bko
9	Oumar	TRAORE	0111-284J	J.P.C.E Kolokani
10	Madiou	SANGHO	0116-538E	CT/M Logements
11	Badra Alou	COULIBALY	0116-543K	Juge Trib Adm Bko
12	Karime	DIABATE	0111-271V	Juge TPI- C V
13	Moussa	SANOGO	0111-277B	J.I-T.P.I. Com-II-Bko
14	Maky	TRAORE	0111-289P	C.P.S
15	Mamadou	CAMARA	0111-287M	J.I-TPI-C I-Bko
16	Fatoumata dite Lala	DIALLO	0111-264L	Subst PR C I-Bko
17	Kankou	SANGARE	0111-283H	Subst PR C I-Bko
18	Mamoudou	KASSOGUE	0111-268R	Juge d'Inst Pôle Eco TPI CIII
19	Moussa	SAMAKE	0111-280E	JPCE Ansongo
20	Yaya	KAREMBE	0111-282G	Juge d'Inst Pôle Eco TPI CIII
21	Aliou Samba	CISSE	0111-266N	JPCE Kadiolo
22	Dramane	DIARRA	0111-278C	JPCE Ouélessébougou
23	Abdoulaye	KAMATE	0111-281F	Juge au TPI Com II Bko
24	Bakary	SARRE	0111.544L	M/ l'Economie et des Finances
25	Mahamoudou Bello	DICKO	0116-523M	Juge de Paix à Macina

<b>Magistrats de 2<sup>ème</sup> grade, 1<sup>er</sup> groupe, 1<sup>er</sup> échelon, indice 610</b>				
N°	Prénoms	Noms	N°Mle	Postes
1	Moussa	MALLE	0116-979X	Juge TPI Kita
2	Mohamed Alassane	CISSE	0114-007D	Juge au siège T.P.E Bko
3	Hady Macky	SALL	0116-527S	Subst PR TPI Com V Bko
4	Madimansa	KANTE	0116-520J	Subst PR TPI Kayes
5	Abdoulaye	COULIBALY	0116-529V	Subst PR TPI Com II Bko
6	Seydou dit Papa	DIARRA	0116-537D	Juge au siège TPI Com IV Bko
7	Fatogoma dit Yacouba	DIAKITE	0116-546N	Juge Trib Adm Kayes
8	Tahirou	SIDIBE	0116-541H	Juge Trib Adm Kayes
9	Mahamadou	THIAM	0116-540G	Juge Trib Adm Kayes
10	Mamby	SINAYOKO	0116-545M	DNAPES
11	Woutyou	BALLO	0116-542J	Juge Trib Adm Mopti
12	Séba Lamine	KONE	0116-536C	Juge TPI Com III Bko
13	Abdoul Wahidou	MAIGA	0116-534A	CT M/Promotion femmes et Efts
14	Moussa	SANOGO	0116-530W	JPCE de Baraouili
15	Mohamed Almou	MAIGA	0116-525P	Subst PR TPI Com VI Bko
16	Hamidou	DAO	0116-522L	Juge d'Instruction TPI Gao

17	Mamadou	DIAKITE	0116-531X	Juge TPI Com III Bko
18	Mamadou	COULIBALY	0116-532Y	Juge TPI Kita
19	Drissa	COULIBALY	0116-535B	Juge PTI Com VI Bko
20	Koké	COULIBALY	0116-521K	Subst TPI Kita
21	Broulaye	SAMAKE	0116-524N	Juge TPI Com II Bko
22	Aboudou	TOGOLA	0116-533Z	Subst PR TPI Com III Bko
23	Abdoulaye	TRAORE	0116-526R	Juge PTI Kita
24	Alpha	BAMADIO	0116-528T	Juge TPI Com III Bko
25	Sékou	SAMASSA	0126-051P	Subst PR TPI Com III Bko
26	Moussa Ibrahim	TOURE	0125-179Z	En Attente

**Magistrats de 2<sup>ème</sup> grade, 2<sup>ème</sup> groupe, 4<sup>ème</sup> échelon, indice 590**

N°	Prénoms	Noms	N°Mle	Postes
1	Soumaïla	TRAORE	0120-334T	Juge TPI Kayes
2	Sétou	COULIBALY	0121-497 P	Subst PR T/Enfants Bko
3	Amadou Mamadou	DIARRA	0120-331P	Subst PR TPI Ségou
4	Fousséni	SANGARE	0116-539F	CT/MFP
5	Boubacar	FOFANA	0120-333S	Subst PR TPI Koutiala
6	Mamadou	KONATE	0120-330N	Subst PR TPI Kita
7	Youssouf	TOURE	0120-295Z	Juge Trib Travail Bko

**Magistrat de 2<sup>ème</sup> grade, 2<sup>ème</sup> groupe, 3<sup>ème</sup> échelon, indice 555**

N°	Prénoms	Noms	N°Mle	Postes
1	Sadou	CISSE	0125-964R	Comm du Gouv Trib Adm Mopti
2	Nama Namba	KEITA	0125-924W	Juge Trib Travail Bko
3	Moussa	KIDA	0125-954E	Juge Trib Travail Bko
4	Mamoudou	FOFANA	0125-914J	Juge TPI Com V Bko
5	Fily	SISSOKO	0125-929B	Juge TPI Com IV Bko
6	Abdoul Aziz	POUDIOUGOU	0125-920R	Juge TPI Com III Bko
7	Amadou	COULIBALY	0125-956G	Juge TPI Com II Bko
8	Ibrahima	SIDIBE	0125-945V	Juge TPI Tombouctou
9	Koua	DIOMA	0125-917M	Juge TPI Mopti
10	Moussa	DRAME	0125-941P	Juge TPI Koutiala
11	Mahamadou Bily	TOURE	0125-944T	Juge TPI Sikasso
12	Ousmane	SIDIBE	0125-931D	Juge TPI Sikasso
13	Djibril	MALLE	0125-916L	Juge TPI Ségou
14	Aliou	MAIGA	0125-943S	Juge TPI Kati
15	Sidi	ABOUHARERATA	0125-955F	Juge TPI Kati
16	Mamadou	SY	0125-949Z	Juge TPI Koulikoro
17	Djigui	SISSOKO	0125-913H	Juge TCce Bko

18	Nassirou Soufiana	MAÏGA	0125-958 J	Com, Grmt ,Trib, Adm,Mopti
19	Makan	DIARRA	0125-960 L	Juge T Adm, BKO
20	Famakan	KAMISSOKO	0125-963P	Juge T Adm,Kayes
21	Ibrahim	DJIBRILLA	0125-957H	Juge T Adm, BKO
22	Yéya	SAYE	0125-965 S	Juge T Adm, BKO
23	Daouda	TRAORE	0125-959K	Juge T Adm,Kayes
24	Issiaka	COULIBALY	0125-961M	Com, Grmt T Adm,Kayes
25	Fadimata Amadou	TOUNKARA	0125-952C	Juge TCce Mopti
26	Oumar	SIDIBE	0125-923V	Juge TPI Gao
27	Ibrahim Elhadji Sory	MAÏGA	0125-940N	Juge TPI Com I Bko
28	Diakaridia	BAGAYOKO	0125-936 J	Juge TPI Com I Bko
29	Mohamed Adama	MAÏGA	0125-921 S	Juge TCce Bko
30	Mathieu	TRAORE	0125-915K	Juge TPI Kayes
31	Moussa	DIARRA	0125-950A	Juge TPI Kayes
32	Mahamadou	COULIBALY	0125-939M	Subst PR TPI Gao
33	Nouhoum Ali	BARRY	0125-946W	Subst PR TPI Gao
34	Mahamane	ABDOULAYE	0125-922 T	Subst PR TPI Mopti
35	Issa	ALIOU	0125-932 E	Subst PR TPI Sikasso
36	Iliass	NAFA	0125-919 P	Subst PR TPI Kati
37	Moussa	YALCOUYE	0125-935H	Subst PR TPI Ségou
38	Wouri	CAMARA	0125-953D	Subst PR TPI Kkoro
39	Naremba	TRAORE	0125-930C	Subst PR TPI C VI BKO
40	Mahamane Agaly	MAÏGA	0125-925X	Subst PR TPI C VI BKO
41	Youssouf	TOGOLA	0125-918N	Subst PR TPI C V BKO
42	Mamadou Souleymane	TOURE	0125-951B	Subst PR TPI C V BKO
43	Idrissa	HAMIDOU	0125-933 F	Subst PR TPI C IV BKO
44	Mohamed Ali	EL ANSARI	0125-942R	Subst PR TPI C IV BKO
45	Abdoulaye Aliou	TOURE	0125-926Y	Subst PR TPI C IV BKO
46	Moussa	SISSOKO	0125-937K	Subst PR TPI CIII BKO
47	Kalidou	TOGO	0125-928A	Subst PR TPI CII BKO
48	Bakary	COULIBALY	0125-938 L	Subst PR TPI CII BKO
49	Gaoussou	SANOGO	0125-948Y	Subst PR TPI CI BKO
50	Modibo	DIAKITE	0125-962-N	Commissaire du Govt TA Bko
51	Oubeïdoulahi	MOHOMODOU	0125-927 Z	Subst PR TPI Mopti

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Mohamed Ali BATHILY**

**MINISTERE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS**

**ARRETE N° 2014-1763/MDAC-SG DU 2 JUILLET 2014  
PORTANT NOMINATION DE CHEFS DE DIVISION A  
LA DIRECTION DE LA SECURITE MILITAIRE**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS,**

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les officiers, dont les noms suivent, sont nommés Chefs de Division à la Direction de la Sécurité Militaire, en qualité de :

**Chef de Division Recherche, Prévention, Protection :**

- Le chef d'escadron Mohamed Al Moustapha TOURE.

**Chef de Division Planification Coordination et  
Exploitation :**

- Commandant Lassina OUATTARA.

**ARTICLE 2 :** Les intéressés bénéficient, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Bah N'DAW**

-----

**ARRETE N° 2014-1764/MDAC-SG DU 2 JUILLET 2014  
PORTANT NOMINATION D'UN COMMANDANT EN  
SECOND DE L'ECOLE D'APPLICATION DES OFFICIERS  
A LA DIRECTION DE SECOLES MILITAIRES**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS,**

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le Chef d'Escadron Abdoulaye COULIBALY de l'Armée de Terre, est nommé Commandant en Second de l'Ecole d'Application des Officiers.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Bah N'DAW**

**ARRETE N° 2014-1765/MDAC-SG DU 2 JUILLET 2014  
PORTANT NOMINATION D'UN CHEF DE DIVISION A  
L'ETAT-MAJOR ARMEE DE TERRE**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS,**

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Le **Lieutenant-colonel Issa Mamadou COULIBALY**, de l'Armée de Terre est nommé Chef de la Division Instruction à l'Etat-major de l'Armée de Terre.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celle de l'Arrêté n° 4749 du 27 décembre portant nomination du **Commandant Aliou SIDIBE** en qualité de Chef de Division Instruction à l'Etat-major Armée de Terre sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Bah N'DAW**

-----

**ARRETE N° 2014-1792/MDAC/SG DU 3 JUILLET 2014  
PORTANT DETACHEMENT DE PERSONNELS  
OFFICIERS**

**LE MINISTRE DE LA DEFENSE ET DES ANCIENS  
COMBATTANTS,**

**ARRETE:**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les Officiers dont les noms suivent sont mis à la disposition de l'Etat-major Général des Armées, pour servir au Centre Opérationnel Interarmé (COIA) pour une durée de 06 mois. Il s'agit de :

**J1 EFFECTIF :**

01 Capitaine Ibrahim SAMASA 33°RCP ;  
02 Capitaine Mohamed A. BATHILY DGM.

**J2 RENSEIGNEMENT:**

03 Colonel Bréhima S. KONE DGGN ;  
04 Lieutenant-colonel Moussa F. TOUNKARA DSM ;  
05 Lieutenant Abdramane ROUAMBA DSM.

**J3 CONDUITE OPERATIONS :**

06 Lieutenant-colonel Fadouga TRAORE AT ;  
07 Commandant Abdoul K. DAO AT ;  
08 Commandant Diawoye SANGARE AT.

**J4 LOGISTIQUE :**

09 Lieutenant-colonel Fatogoma TRAORE DCSSA ;  
10 Commandant Lancéni DOUMBIA AA.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 2 juillet 2014**

**Le ministre,  
Bah N'DAW**

**MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES**

**ARRETE N°2014-1782/MEF-SG DU 3 JUILLET 2014  
PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR  
L'EXERCICE 2014 DE L'ACADEMIE MALIENNE DES  
LANGUES (AMALAN)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget de l'Académie Malienne des Langues arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **Trois Cent Vingt Deux Millions Huit Cent Treize Mille Sept Cent Soixante Douze (322 813 772) FCFA** suivant la répartition ci-après :

**RECETTES**

- Subvention de l'Etat.....290 475 000 FCFA  
- Ressources propres.....14 700 000 FCFA  
- Appui DFM.....17 638 772 FCFA

**Total.....322 813 772 FCFA**

**DEPENSES**

- Personnel.....152 045 000 FCFA  
- Fonctionnement.....106 087 772 FCFA  
- Etudes et recherches.....40 000 000 FCFA  
- Investissement.....24 681 000 FCFA

**Total.....322 813 772 FCFA**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 03 juillet 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N° 2014-1866/MEF-SG DU 14 JUILLET 2014  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°10-1247/  
MEF-SG DU 11 MAI 2010 FIXANT LE REGIME FISCAL  
ET DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHES ET  
CONTRATS RELATIFS AU PROJET D'APPUI AU  
SECTEUR DE L'ENERGIE (PASE)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les dispositions des articles 11 et 14 de l'Arrêté n°10-1247/MEF-SG du 11 mai 2010 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article 11 (nouveau) :** Les entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement du Précompte au titre de l'impôt assis sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés institué par la Loi n°2012-63 du 26 décembre 2012 portant Loi de Finances pour l'exercice 2013.

**Article 14 (nouveau) :** Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2015, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 2 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 14 juillet 2014**

**Le ministre  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-1867/MEF-METD-  
SG DU 14 JUILLET 2014 PORTANT NOMINATION D'UN  
REGISSEUR D'AVANCES AUPRES DE L'AGENCE  
NATIONALE DE LA METEOROLOGIE (MALI-METEO)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,  
LE MINISTRE DE L'EQUIPEMENT, DES TRANSPORTS  
ET DU DESENCLEVEMENT,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur Niarga KEITA, N°Me 723-00-K Contrôleur du Trésor de 2<sup>ème</sup> classe, 3<sup>ème</sup> échelon, est nommé régisseur d'avances auprès de l'Agence Nationale de la Météorologie.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** Le régisseur d'avances est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200.000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse du régisseur, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 14 juillet 2014**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le ministre de l'Equipement, des Transports et du Désenclavement,  
Mamadou Hachim KOUMARE**

-----

**ARRETE N°2014-1868/MEF-SG DU 14 JUILLET 2014  
PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE D'AVANCES  
AUPRES DE OFFICE RIZ MOPTI (ORM).**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est institué une régie d'avances auprès du Cercle de l'Office Riz Mopti.

**ARTICLE 2 :** La régie d'avances a pour objet le paiement au comptant des dépenses entrant dans le cadre de la mise en œuvre des activités cercle de l'Office Riz Mopti.

**ARTICLE 3 :** L'Ordonnateur des dépenses exécutées sur cette régie d'avances est le Directeur Général de l'Office Riz Mopti et qui doit obligatoirement viser toutes les pièces justificatives des dépenses proposées au paiement du Régisseur d'avances.

**ARTICLE 4 :** Le montant maximum des disponibilités du Régisseur est fixé un million (1 000 000) francs CFA.

Les fonds de la régie doivent être domiciliés dans un compte ouvert à cet effet par l'agent comptable de l'Office Riz Mopti dans une banque de la place sous la signature conjointe du Directeur et du Régisseur.

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum des disponibilités que le Régisseur est autorisé à détenir en espèces est fixé à un million (1 000 000) francs CFA.

L'avance faite est mise à la disposition du Régisseur au moyen d'un mandat de paiement émis par la Direction Régionale du Budget de Mopti.

**ARTICLE 6 :** La trésorerie régionale de Mopti est le Poste Comptable Public auquel est rattachée la régie de recette de l'Office Riz Mopti.

**ARTICLE 7 :** Le Régisseur d'avances est tenu de produire au Payeur de la Région de Mopti, les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification de la précédente.

**ARTICLE 8 :** Les dépenses exécutées par le régisseur et dont les montants n'excèdent pas mille (1 000) francs CFA doivent être justifiées par un état récapitulatif visé par le Commandant de Cercle de l'Office Riz Mopti.

**ARTICLE 9 :** Le Régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, des dépenses effectuées et des fonds disponibles.

A l'arrêt des opérations de la régie, l'avance doit être entièrement justifiée, les pièces justificatives y compris le reçu du reversement acceptées par le comptable de rattachement.

**ARTICLE 10 :** Le Régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics. Il est astreint au paiement du cautionnement conformément à la législation en vigueur.

Le Régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le Régisseur est soumis aux Contrôles du Contrôle Général des Services Publics, de l'Inspection des Finances, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la comptabilité Publique, du Payeur Général du trésor, de l'Agent Comptable de l'Office Riz Mopti et du trésorier payeur régional de Mopti.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, 14 juillet 2014**

**Le ministre,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-1874/MEF-SG DU 15 JUILLET 2014  
PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR  
L'EXERCICE 2014 DE L'INSTITUT NATIONAL DE LA  
STATISTIQUE (INSAT)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget de l'Institut National de la Statistique arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **Deux Milliards Quatre Vingt Quatorze Millions Huit Cent Dix Huit Mille (2 094 818 000) FCFA** suivant le développement ci-après :

**RECETTES :**

Subvention de l'Etat.....	1 357 632 000 FCFA
Ressources propres.....	4 200 000 FCFA
Appuis Partenaires.....	732 986 000 FCFA
<b>Total.....</b>	<b>2 094 818 000 FCFA</b>

**DEPENSES :**

Personnel.....	202 632 000 FCFA
Fonctionnement.....	30 000 000 FCFA
Etudes et Recherches.....	937 186 000 FCFA
Investissement.....	925 000 000 FCFA
<b>Total.....</b>	<b>2 094 818 000 FCFA</b>

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 15 juillet 2014**

**Le ministre,**  
**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-1878/MEF-SG DU 15 JUILLET 2014  
PORTANT NOMINATION D'UN RECEVEUR-  
PERCEPTEUR A YANGASSO**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** **Monsieur Drissa TRAORE**, N°Mle 0116-315-B, Contrôleur du Trésor (B2), en service à la Recette-Perception de Barouéli, est nommé Receveur-Percepteur de Yangasso.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2 :** L'intéressé voyage gratuitement accompagné des membres de sa famille légalement en charge.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'Arrêté n°09-3836/MEF-SG du 18 décembre 2009 portant nomination de **Monsieur Mamadou SANGARE** en qualité de Receveur Percepteur de Yangasso, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 15 juillet 2014**

**Le Ministre,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-1879/MEF-SG DU 15 juillet 2014  
PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR  
L'EXERCICE 2014 DU CENTRE NATIONAL DES  
ŒUVRES UNIVERSITAIRES (CENOU)**

**LA MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** : Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget du Centre National des Œuvres Universitaires arrêté en recette et en dépenses à la somme de : **VINGT SIX MILLIARDS CENT QUATRE VINGT SIX MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT SEPT MILLE TROIS CENT SOIXANTE SIX (26 186 687 366) F CFA** suivant le développement ci-après :

**RECETTES :**

- Subvention de l'Etat.....	25 904 974 000 F CFA
- Ressources propres.....	281 713 366 F CFA
<b>Total des recettes.....</b>	<b>26 186 687 366 F CFA</b>

**DEPENSES :**

- Personnel.....	345 107 508 FCFA
- Fonctionnement.....	20 766 579 858 FCFA
- Dépenses d'Investissement.....	5 075 000 000 F CFA
<b>Total des dépenses.....</b>	<b>26 186 687 366 F CFA</b>

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé par les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 15 juillet 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**



**ARRETE N°2014-1961/MEF-SG DU 22 JUILLET 2014  
PORTANT APPROBATION DU BUDGET POUR  
L'EXERCICE 2014 DE L'OFFICE RIZ MOPTI (ORM)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Est approuvé, pour l'exercice 2014, le budget de l'Office Riz Mopti arrêté en recettes et en dépenses à la somme de **Neuf Cent Cinquante Un Millions Six Cent Huit Mille Quatre Cent Trente Un (951 608 431) FCFA** suivant la répartition ci-après :

**RECETTES :**

Subvention de l'Etat.....574 293 000 FCFA  
Ressources Propres.....377 315 431 FCFA

**Total des recettes.....951 608 431 FCFA**

**DEPENSES :**

Personnel.....224 293 000 FCFA  
Fonctionnement.....355 347 128 FCFA  
Investissement.....371 968 303 FCFA

**Total des dépenses.....951 608 431 FCFA**

**ARTICLE 2 :** Le montant des dépenses est gagé sur les recettes inscrites au budget.

**ARTICLE 3 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 22 juillet 2014**

**Le ministre,**

**Madame Bouaré Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-1962/MEF-SG DU 22 JUILLET 2014  
PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°06-0797/  
MEF-SG DU 19 AVRIL 2006 PORTANT REPARTITION  
DES AMENDES, CONFISCATIONS, PENALITES, FRAIS  
DE POURSUITES ET MAJORATIONS EN MATIERE  
D'IMPOTS DIRECTS, INDIRECTS ET TAXES  
ASSIMILEES, DE DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE  
TIMBRE ET DE PRIMES SUR LES RECETTES  
BUDGETAIRES.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>ER</sup> :** Les articles 5, 6, 12, et 13 de l'Arrêté n°06-0797/MEF-SG du 19 avril 2006 susvisé sont modifiés ainsi qu'il suit :

**ARTICLE 5 (nouveau) :** La part (**28%** du produit des amendes, confiscations, pénalités et majorations et frais de poursuites) des agents de la Direction Générale des Impôts, des agents de renseignements, des agents méritants du Ministère chargé des Finances et des agents de certains services du Ministère chargé des Finances autres que ceux des Impôts, du Trésor et des Douanes, est répartie ainsi qu'il suit :

. Part revenant aux ayants droit ou auteurs de pénalités, confiscations, majorations et frais de poursuites...**17,50%**

. Part revenant aux agents de renseignements.....**0,50%**

. Part revenant au Fonds d'Equipement des services de la DGI.....**12%**

. Part revenant au Fonds Commun pour l'intéressement des agents de certains services du Ministère chargé des Finances autres que ceux des Impôts, du Trésor et des Douanes.....**6%**

. Part revenant au Fonds Commun des agents de la DGI comprenant la part des responsables.....**64%**

**ARTICLE 6 (nouveau) :** La part (**17,50% des 28%** des produits, des amendes, confiscations, frais de poursuites, pénalités et majorations pour retard de paiement) revenant aux auteurs de pénalités, confiscations, majorations et frais de poursuites est répartie entre tous les agents ainsi qu'il suit :

. Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Chefs de Cellules et Sous-directeurs..... **12%**

. Directeur des Grandes Entreprises... (Applicable aux pénalités de la structure).....**4%**

. Directeur des Moyennes Entreprises....(Applicable aux pénalités de la structure).....**4%**

. Directeur des Impôts du District de Bamako et Directeurs Régionaux des Impôts.....**4%**  
(Applicable aux pénalités de la structure concernée)

. Chef de la Division Contrôle de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et de la Direction des Moyennes Entreprises (DME), les Chefs des Divisions Recherches et Vérification de la Direction des Impôts du District de Bamako et des Directions Régionales des Impôts.....**4%**  
(Applicable à la seule part d'auteurs des pénalités issues des vérifications de comptabilités);

. Chef de la Division Émissions de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et de la Direction des Moyennes Entreprises (DME), Chef de Section Gestion des Centres.....**4%**  
(Applicable à la seule part d'auteurs des pénalités issues des contrôles sur pièces);

. Chef de la Division Recettes de la Direction des Grandes Entreprises (DGE) et de la Direction des Moyennes Entreprises (DME), les Receveurs de la Direction des Impôts du District de Bamako et des Directions Régionales des Impôts, .....4%  
(Applicable à la seule part d'auteurs des majorations et frais de poursuites) ;

.Chefs de Centres, .....4%  
(Applicable à la seule part d'auteurs des produits du Centre concerné);

. Agents de Bureau d'assistance aux Contribuables (B.A.C), agents préposés aux dossiers et personnel de soutien (agents de saisie et garçons de bureau directement impliqués dans les opérations concernées, chauffeurs et autres prestataires).....5%

Panier commun de la Structure concernée.....20%

La répartition du panier commun dans chaque structure se fera de façon égalitaire entre tous les agents selon la catégorie d'appartenance.

. Agents de la DGI Centrale à l'exclusion des chefs concernés par les 12% .....20%  
Les modalités de répartition de la part des agents de la DGI (20%), du panier commun des structures (20%) et des responsables de la DGI (12%) feront l'objet d'une Instruction du Directeur Général des Impôts, après consultation de la Section Syndicale.

. Auteurs proprement dits .....35%

**ARTICLE 12 (nouveau) :** La répartition des **64%** restant s'effectue en attribuant à chaque agent le nombre de points correspondant à sa catégorie professionnelle et à son poste. La part revenant à un agent est obtenue en multipliant la valeur du point par le nombre de points auquel il a droit.

Toutefois, le Directeur Général des Impôts et son Adjoint ne seront pas concernés par cette répartition aux points pendant une période transitoire de deux (2) années (01<sup>er</sup> janvier 2014 au 31 décembre 2015). Pendant cette période il leur sera attribué **5%** des **64%**.

La répartition du montant des **64%** (52% revenant aux agents de la DGI, 5% revenant au DGI et au DGA, 6% revenant aux agents méritants du Ministère chargé des Finances et 1% revenant aux agents méritants et aux prestataires internes de la DGI) revenant au Fonds Commun (**88% des 64%**) à partager entre les différents bénéficiaires sera faite, après déduction des **6%** des agents méritants du Ministère chargé des Finances, des **5%** du DGI et du DGA, de **1%** pour les agents méritants et les prestataires internes de la DGI, sur la base des points attribués à chacun comme il suit :

. **Directeur Général**.....3%  
. **Directeur Général Adjoint**.....2%  
. **Directeur des Grandes Entreprises**..... 100 Points  
. **Sous Directeurs**, ..... 80 Points  
. **Chefs de Cellules**..... 80 Points  
. **Directeur des Moyennes Entreprises**..... 80 Points  
. **Directeur des Impôts du District**..... 70 Points  
. **Directeur Régional des Impôts**..... 60 Points  
. **Inspecteur fonctionnaire**..... 20 Points  
. **Inspecteur non fonctionnaire**..... 16 Points  
. **Contrôleur fonctionnaire**.....14 Points  
. **Contrôleur non fonctionnaire**.....12 Points  
. **Adjoint fonctionnaire**..... 10 Points  
. **Adjoint non fonctionnaire**.....8 Points  
. **Chauffeur, Planton, Gardien**.....6 Points  
. **Agent de Sécurité**.....4 Points  
. **Part revenant aux agents méritants du Ministère chargé des Finances**.....6%  
. **Agents méritants et prestataires internes en service dans les structures de la Direction Générale des Impôts** .....1%

Les modalités de répartition de la part des agents méritants en service dans les structures de la Direction Générale et des prestataires internes feront l'objet d'une Instruction du Directeur Général des Impôts, après consultation de la Section Syndicale.

Après la période transitoire ci-dessus citée les parts du Directeur Général et son Adjoint seront ramenées à : **600 points** pour le Directeur Général, et **500 points** pour le Directeur Général Adjoint.

**ARTICLE 13 (nouveau) :** Bénéficiaire du Fonds Commun des agents de la Direction Générale des Impôts :

. Les agents en activité (y compris ceux qui sont en formation et les agents en détachement auprès d'autres structures n'allouant pas de rémunération analogue ou similaire);

. Les agents retraités, en ce qui concerne seulement les quatre (4) années civiles qui suivent leur admission à la retraite, à condition d'avoir effectué dix (10) ans de service à la Direction Générale des Impôts.

. Les agents des impôts, ayant quitté, sans faute grave les services de la Direction Générale des Impôts, depuis moins de quatre (4)ans pour servir dans une autre Structure publique n'allouant pas de rémunération analogue ou similaire à celle visée au présent Arrêté et sous réserve qu'ils aient effectué au moins dix (10) ans d'activité dans les services de la Direction Générale des Impôts.

. Les ayants droit des agents décédés en activité, en ce qui concerne seulement les quatre (4) années qui suivent leur décès.

Pour le cas des responsables (Directeur Général, Directeur Général Adjoint, Directeur des Grandes Entreprises, Directeur des Moyennes Entreprises, Sous-Directeurs, Chefs de Cellules, Directeur des Impôts du District de Bamako et Directeurs Régionaux des Impôts) visés à l'article 14 ci-dessus, les agents concernés sont ceux qui assument ces fonctions au moment de la réalisation des objectifs de recettes, de l'émission ou de la liquidation des pénalités, amendes, confiscations, frais de poursuites et majorations relatives aux impôts.

La part de Fonds Commun revenant auxdits responsables est calculée proportionnellement au temps d'activité passé à leur poste de responsabilité. D'une manière générale, il en est ainsi pour tout bénéficiaire du Fonds Commun.

Toutefois, en ce qui concerne les agents nouvellement affectés à la Direction Générale des Impôts, à l'exclusion du Directeur Général, la part leur revenant sera ramenée à :

- \* 25% pour la première année de service,
- \* 50% pour la deuxième année de service,
- \* 75% pour la troisième année de service,
- \* Et 100% à partir de la quatrième de service.

**ARTICLE 2 :** Le présent Arrêté qui prend effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 22 juillet 2014**

**Le Ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE N°2014-2021/MEF-SG DU 29 JUILLET 2014 PORTANT MODIFICATION DE L'ARRETE N°2011-4253/MEF-SG DU 21 OCTOBRE 2011 FIXANT LE REGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE AUX MARCHES ET/OU CONTRATS RELATIFS AU PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EQUIPEMENT DU CENTRE DE FORMATION DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (CFCT)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Les dispositions de l'Arrêté n°2011-4253/MEF-SG du 21 octobre 2011 susvisé sont modifiées ainsi qu'il suit :

**Article 11 (nouveau) :** Les entreprises adjudicataires des marchés et contrats et leurs sous-traitants sont soumis au prélèvement du Précompte au titre de l'impôt assis sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les sociétés institué par la Loi n°2012-63 du 26 décembre 2012 portant Loi de Finances pour l'exercice 2013.

**Article 14 (nouveau) :** Les dispositions du présent arrêté sont valables jusqu'au 31 décembre 2016, date d'achèvement du projet.

**ARTICLE 2:** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 29 juillet 2014**

**Le ministre,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

-----

**ARRETE INTERMINISTERIEL N°2014-2027/MEF-MENIC-SG DU 30 JUILLET 2014 PORTANT NOMINATION D'UN AGENT COMPTABLE A L'AGENCE NATIONALE DE COMMUNICATION POUR LE DEVELOPPEMENT (ANCD)**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**  
**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE NUMERIQUE, DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Monsieur **Ibrahima ALIOU**, N°Mle 417-36-R, Inspecteur des Finances de 1<sup>ère</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon, est nommé Agent Comptable de l'Agence Nationale de Communication pour le Développement.

Il bénéficie, à ce titre, des avantages prévus par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 2:** L'Agent Comptable est soumis aux mêmes obligations et responsabilités que les comptables publics et, de ce fait, astreint au paiement d'un cautionnement dont le montant est fixé à deux cent mille (200 000) francs CFA.

**ARTICLE 3 :** A la fin de chaque exercice budgétaire, la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique doit procéder à l'arrêt de la caisse de l'Agent Comptable, s'assurer de la disponibilité et de la bonne tenue de tous les documents et pièces justificatives indispensables à la production du compte de gestion dans les délais requis à la Section des Comptes de la Cour suprême.

**ARTICLE 4 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 30 juillet 2014**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,**  
**Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**Le Ministre de l'Economie Numérique, de l'Information et de la Communication,**  
**Mahamadou CAMARA**

**ARRETE N°2014-2029/MEF-SG DU 30 JUILLET 2014  
PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE SPECIALE  
D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA  
SANTE ET DE L'HYGIENE PUBLIQUE.**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est institué une Régie Spéciale d'Avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

**ARTICLE 2 :** La Régie Spéciale d'Avances a pour objet le paiement au comptant des dépenses relatives au plan de contingence pour la préparation et la riposte en cas d'éventuels foyers de propagation de la fièvre hémorragique à virus Ebola.

La régie spéciale prend fin au terme des opérations liées à la mise en œuvre du plan de contingence et au plus tard le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

**ARTICLE 3 :** L'Ordonnateur des dépenses exécutées sur cette Régie Spéciale d'Avances est le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique, qui doit obligatoirement viser toutes les pièces justificatives des dépenses proposées au paiement du régisseur d'avances.

**ARTICLE 4:** Le cumul des avances faites au régisseur ne peut excéder la somme de deux cent dix millions deux cent vingt un mille neuf cent quarante cinq (210 221 945) de Francs CFA.

Les fonds de la régie doivent être domiciliés dans un compte de dépôt ouvert dans les écritures de la Paierie Générale du Trésor intitulé « Plan de contingence pour la préparation et la riposte en cas d'éventuels foyers de propagation de la fièvre hémorragique à virus Ebola».

**ARTICLE 5 :**Le montant maximum des disponibilités que le régisseur est autorisé à détenir en espèces est fixé à un million (1 000 000) Francs CFA.

**ARTICLE 6 :** La Paierie Générale du Trésor est le poste comptable auquel est rattachée la Régie Spéciale d'avances.

**ARTICLE 7:** Le Régisseur spécial d'avances est tenu de produire auprès du Payeur Général du Trésor les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre 2014, fin de l'exercice budgétaire.

Il ne peut être fait de nouvelle avance avant l'entière justification de la précédente.

**ARTICLE 8:** Les dépenses exécutées par le régisseur et dont les montants n'excèdent pas mille (1.000) francs CFA doivent être justifiées par un état récapitulatif visé par le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

**ARTICLE 9 :** Le Régisseur est soumis aux contrôles du Contrôleur Général des Services Publics, de l'Inspection des Finances, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique, du Payeur Général du Trésor et du Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique.

**ARTICLE 10 :** Le Régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics. Il est astreint au paiement du cautionnement conformément à la législation en vigueur.

En outre, le Trésor dispose sur ses biens meubles, d'un privilège spécial et sur ses biens immeubles d'une hypothèque légale ainsi que sur ceux des conjoints pour les biens de la communauté.

Le Régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le Régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, des dépenses effectuées et des fonds disponibles.

Les opérations de la régie sont arrêtées en cas de changement de régisseur, de fin d'activités de la régie et au plus tard le 31 décembre de l'exercice budgétaire 2014.

A l'arrêt des opérations de la régie, l'avance doit être entièrement justifiée, les pièces justificatives y compris le reçu du reversement accepté par le comptable de rattachement.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera. /.

**Bamako, le 30 juillet 2014**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

**ARRETE N°2014-2034/MEF-SG DU 30 JUILLET 2014  
PORTANT INSTITUTION D'UNE REGIE PECIALE  
D'AVANCES AUPRES DE LA DIRECTION DES  
FINANCES ET DU MATERIEL DU MINISTERE DE LA  
DEFENSE ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

**LE MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES,**

**ARRETEMENT :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Il est institué une régie spéciale d'avances auprès de la Direction des Finances et du Matériel du Ministère de la Défense et des anciens Combattants.

**ARTICLE 2 :** Le Régie Spéciale d'avances a pour objet le paiement au comptant des dépenses urgentes du Département à l'exception de celles se rapportant aux services de l'Etat Major général des Armées déjà prise en charge par une autre régie spéciale.

Il s'agit des dépenses liées :

- à l'assistance technique militaire Bulgare, Ukraine, et Allemande en hébergement et restauration ;
- aux frais d'hospitalisation des militaires ;
- à l'alimentation des hommes, les droits à la prime générale d'alimentation (PGA) et à la prime générale d'alimentation spéciale (PGAS) des militaires du rang ;
- aux dépenses de souveraineté du Département.

La régie spéciale prend fin au terme des opérations liées à cette organisation et au plus tard le 31 décembre 2014.

**ARTICLE 3 :** L'Ordonnateur des dépenses exécutées sur la régie spéciale d'avances est le Directeur des Finances et du Matériel (DFM) du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants qui doit obligatoirement viser toutes les pièces justificatives des dépenses proposées au paiement du régisseur.

**ARTICLE 4 :** Le cumul des avances faites au régisseur ne peut excéder la somme de cinq cent millions (500 000 000) de Francs CFA.

Les fonds de la régie doivent être domiciliés dans un compte dépôt ouvert dans les écritures de la Paierie Générale du Trésor intitulé « Organisation des missions de défense et de couverture sécuritaire ».

**ARTICLE 5 :** Le montant maximum des disponibilités que le régisseur est autorisé à détenir en espèces est fixé à un million (1 000 000) Francs CFA.

**ARTICLE 6 :** Le Paierie Générale du Trésor est poste comptable public auquel est rattachée la Régie Spéciale d'avances.

**ARTICLE 7 :** Le Régisseur spécial d'avances est tenu de produire au Payeur Général du trésor les pièces justificatives des paiements qu'il a effectués dans un délai de trois (3) mois et obligatoirement le 31 décembre de l'exercice budgétaire.

Il ne peut être fait de nouvelles avances avant l'entière justification de la précédente.

**ARTICLE 8 :** Les dépenses exécutées par le régisseur et dont les montants n'excèdent pas mille (1.000) francs CFA doivent être justifiées par un état récapitulatif visé par le Directeur des Finances et du Matériel du Ministère de la Défense et des Anciens Combattants.

**ARTICLE 9 :** Le Régisseur est soumis aux contrôles du Contrôleur Général des Services Publics, de l'Inspection des Finances, de la Division Contrôle de la Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique du Payeur Général du Trésor et du DFM du Ministère de Défense et des Anciens Combattants.

**ARTICLE 10 :** Le Régisseur est soumis aux obligations et aux responsabilités des comptables publics. Il est astreint au paiement du cautionnement conformément à la législation en vigueur.

En outre le Trésor dispose sur ses biens meubles d'un privilège spécial et sur ses biens immeubles d'une hypothèque légale ainsi que sur ceux des conjoints pour les biens de la communauté.

Le Régisseur perçoit une indemnité au taux fixé par la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 11 :** Le Régisseur doit tenir une comptabilité faisant ressortir à tout moment la situation des avances reçues, des dépenses effectuées et des fonds disponibles.

Les opérations de la régie sont arrêtées en cas de changement de régisseur, de fin d'activités de la régie et au plus tard le 31 décembre l'exercice budgétaire 2014

A l'arrêt des opérations de la régie, l'avance doit être entièrement justifiée, les pièces justificatives y compris le reçu du reversement accepté par le comptable de rattachement.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté, qui abroge toutes dispositions antérieures contraires, notamment celles de l'arrêté n°2013-4503/MEF-SG du 29 novembre 2013, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

**Bamako, le 30 juillet 2014**

**Le ministre de l'Economie et des Finances,  
Madame BOUARE Fily SISSOKO**

## ANNONCES ET COMMUNICATIONS

## BILAN

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BSIC-MALI-SA

2800

2/2014/12/ 31

D0109 X A 01 01 A1

C

CIB LC D F P M

(en millions de F CFA)

Cd. Poste	ACTIF	MONTANTS NETS	
		Exercice N-1	Exercice N
A10	CAISSE	1,640	2,119
A02	Créances Interbancaires	3,973	5,260
A03	- A vue	3,011	4,355
A04	- Banques Centrales	2,262	3,301
A05	- Trésors Publics, ACCP	0	0
A07	- Autres établissements de Crédits	749	1,054
A08	Créances interbancaires à terme	962	905
B02	Créances sur la clientèle	60,802	63,559
B10	- Porte feuille d'effets commerciaux	10,281	6,386
B11	- Crédits de campagne	0	0
B12	- crédits ordinaires	10,281	6,386
B2A	- Autres concours à la clientèle	47,006	54,898
B2C	- Crédits de campagne	0	0
B2G	- crédits ordinaires	47,006	54,896
B2N	- Comptes ordinaires débiteurs	3,515	2,277
B50	- Affacturage	0	0
C10	Titres de placement	3,170	9,887
D1A	Immobilisations financières	115	116
D50	Crédit bail et opérations assimilées	0	0
D20	Immobilisations incorporelles	146	255
D22	Immobilisations corporelles	7,294	8,730
E01	Actionnaires ou associés	0	0
C20	Autres actifs	2,286	3,077
C6A	Comptes d'ordre et divers	64	310
E90	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>79,490</b>	<b>93,312</b>

Le Directeur du département Comptabilité

Mohamed Attaher MAIGA

## BILAN

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BSIC-MALI

2/2014/12/ 31

D0109 X A 01 01 A1

C

CIB LC D F P M

CODES POSTE	PASSIF	
<b>F02</b>	<b>Dettes Interbancaires</b>	
<b>F03</b>	<b>- A vue</b>	
F05	. Trésor Public, ACCP	
F07	. Autres établissements de crédits	
<b>F08</b>	<b>Dettes interbancaires à terme</b>	
<b>G02</b>	<b>Dettes à l'égard de la clientèle</b>	
G03	- Compte d'épargne à vue	
G04	- Comptes d'épargne à terme	
G05	- Bons de caisse	
G06	- Autres dettes à vue	
G07	- Autres dettes à terme	
H30	<b>Dettes représentées par un titre</b>	
<b>H35</b>	<b>Autres passifs</b>	
<b>H6A</b>	<b>Comptes d'ordre et divers</b>	
L30	Provisions pour risques et charges	
L35	Provisions réglementées	
L41	Emprunts et titres émis subordonnés	
L49	Subventions d'investissement	

## BILAN

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BSIC-MALI

2/2014/12 / 31  
CD0109 X A 01 01 A1  
CIB LC D F P M

CODES POSTE	HORS BILAN	
	ENGAGEMENTS DONNES	
	<b>Engagements de financement</b>	
N1A	Engagements donnés en faveur des établissements de crédit	
N1J	Engagements donnés en faveur de la clientèle	
	<b>ENGAGEMENTS DE GARANTIE</b>	
N2A	Engagement de garantie d'ordre d'établissements de crédit	
N2J	Engagement de garantie d'ordre de la clientèle	
N3A	<b>ENGAGEMENTS SUR TITRES</b>	
	<b>ENGAGEMENTS RECUS</b>	
	<b>ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT</b>	
N1H	Engagements reçus d'établissements de crédit	
	<b>Engagements de garanties</b>	
N2H	Engagements reçus d'établissements de crédit	
N2M	Reçus de la clientèle	



## COMPTE DE RESULTAT

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BSIC-MALI

2/2014/12/ 31

D0109 X A 01 01 A1

C

CIB LC D F P M

Cd. Poste	CHARGES
<b>R01</b>	<b>Intérêts et charges assimilés</b>
<b>R03</b>	. Intérêts et charges assimilés sur créances interbancaires
<b>R04</b>	. Intérêts et charges assimilés sur créances sur la clientèle
<b>R4D</b>	. Intérêts et charges assimilés/dettes représentées par un titre
<b>R05</b>	. Autres intérêts et charges assimilés
<b>R5E</b>	Charges sur crédit bail et opérations assimilées
<b>R06</b>	Commissions
<b>R4A</b>	Charges sur opérations financières
<b>R4C</b>	. Charges sur titres de placement
<b>R6A</b>	. Charges sur opérations de change
<b>R6F</b>	. Charges sur opérations de hors bilan
<b>R6U</b>	Charges diverses d'exploitations bancaires
<b>R8G</b>	Achats de marchandises
<b>R8J</b>	Stocks vendus
<b>R8L</b>	Variation de stocks de marchandises
<b>S01</b>	<b>Frais généraux d'exploitation</b>

## COMPTE DE RESULTAT

ETAT : MALI

ETABLISSEMENT : BSIC-MALI

2/2014/12/ 31

D0109 X A 01 01 A1

C

CIB LC D F P M

Cd. POSTE	PRODUITS
<b>V01</b>	<b>INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES</b>
V03	. Intérêts et produits assimilés sur créances interbancaires
V04	. Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle
V5F	. Intérêts et produits assimilés sur titres d'investissement
V05	. Autres intérêts et produits assimilés
<b>V5G</b>	<b>PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES</b>
<b>V06</b>	<b>COMMISSIONS</b>
<b>V4A</b>	<b>PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES</b>
VAB	Produits sur opérations sur titres et sur opérations diverses
V4C	. Produits sur titres de placement
V4Z	. Dividendes et produits assimilés
V6A	. Produits sur opérations de change
V6F	. Produits sur opérations de hors bilan
<b>V6T</b>	<b>PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE</b>
<b>V8B</b>	<b>Marge commerciale</b>
<b>V8C</b>	<b>Vente de marchandises</b>
<b>V8D</b>	<b>Variation de stocks de marchandises</b>
<b>W4R</b>	<b>Produits généraux d'exploitation</b>
<b>Y51</b>	<b>Reprise d'amortissements et de provisions sur</b>

**Suivant récépissé n°0066/G-DB** en date du 04 février 2013, il a été créé une association dénommée : «Association des Jeunes «Move Together» expression Anglaise signifiant bouger ensemble, en abrégé (A.J.M.T-Mali).

**But** : Promouvoir la bonne formation des étudiants sur leurs filières respectives par le biais des professeurs et des échanges d'idées entre eux, etc.

**Siège Social** : Faladié Sokoro Rue 292, Porte 466 Bamako.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Bakary DEMBELE

**Vice-président**: Youssouf SANGARE

**Secrétaire à l'information** : Abdoulaye TRAORE

**Secrétaire à l'information adjoint** : Moussa YEBESSE

**Secrétaire à l'organisation** : Abdramane Chontio KONE

**Secrétaire des affaires féminines et des enfants** : Hawa DIALLO

**Secrétaire de la jeunesse et du sport** : Assitan DEMBELE

**Porte-parole** : Ousmae DIENG

**Secrétaire pour le maintien de la paix** : Zoumana COULIBALY

**Secrétaire de l'hygiène et de la santé** : Boubacar Sidi MAIGA

**Secrétaire administratif** : Soumaïla DOUMBIA

**Secrétaire de la solidarité et des personnes âgées** : Hawa TOURE

**Coordinateur du bureau de Kita** :

Fadiala KEITA

**Secrétaire des affaires internes** : Sékou DEMBELE

**Secrétaire de la justice** : Moulaye GORO

**Secrétaire de la culture** : Niama DEMBELE

**Secrétaire des affaires externes** : Amadou SIDIBE

**Trésorier** : Mariam BAGAYOKO

**Coordinateur du bureau de Diéma** : Kalikou MALLE

**Secrétaire à l'organisation des concours** : Mariam MAIGA

**Coordinateur du bureau de Koutiala** : Zoumana COULIBALY

**Secrétaire pour la formation des jeunes** : Mahamadou SOUNTOURA

**Coordinateur du bureau de Teningou** : Zoumana COULIBALY

**Secrétaire adjoint des affaires féminines et des enfants** : Kany TRAORE

-----

**Suivant récépissé n°60/CBli** en date du 11 mai 2015, il a été créé une association dénommée : «Association des Jeunes de la commune rurale de Gouendo», en abrégé (AJG)

**But** : La cohésion sociale et la paix ; le développement du village voire de la commune de Gouendo ; l'assainissement du village de Gouendo et de toute sa commune ; jouer pleinement notre rôle de citoyeneté, etc.

**Siège Social** : Gouendo.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mamoutou DIARRA

**1<sup>er</sup> Vice président** : Modibo DEMBELE

**2<sup>ème</sup> Vice président** : Cheick Oumar COULIBALY

**Secrétaire général** : Lamine BALLO

**Secrétaire général adjoint** : Baba DIARRA

**Trésorier général** : Lassine DIARRA

**Trésorier général adjoint** : Yaou DIARRA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à la mobilisation et à la sensibilisation** : Kassim DIARRA

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à la mobilisation et à la sensibilisation** : Bassirou COULIBALY

**3<sup>ème</sup> Secrétaire à la mobilisation et à la sensibilisation** : Fousseiny COULIBALY

**Secrétaire au développement et au patriotisme** : Modibo COUMARE

**Secrétaire au développement et au patriotisme adjoint** : Salif DIARRA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à la communication**: Youssouf DEMBELE

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à la communication**: Maliki OULALE

**3<sup>ème</sup> Secrétaire à la communication**: Siaka CAMARA

Suivant récépissé n°032/CKLO en date du 03 août 2015, il a été créé une association dénommée : Association «YEREDON» de Kadiolo.

**But :** Sauvegarder et promouvoir le riche patrimoine culturel du Cercle ; organiser de grandes manifestations en vue de vulgariser les chants du terroir ; initier des activités génératrices de revenus et d'emplois pour les femmes et les jeunes ; sensibiliser les jeunes sur certains maux qui minent le cercle à savoir l'orpaillage, l'insécurité et l'exode ; contribuer au désenclavement des neuf Communes du Cercle pour une plus grande croissance économique, etc.

**Siège Social :** Kadiolo.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président :** Lamissa BAMBA

**Secrétaire général :** Tahyourou KONE

**Secrétaire administratif :** Souleymane BENGALY

**Secrétaire administratif adjoint :** Alassane SIDIBE

**Trésorier général :** Drissa KONE

**Trésorière générale adjointe :** Saki DIARRA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'organisation :** Souleymane COULIBALY

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Djénébou COULIBALY

**3<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Tounkouna TRAORE

**4<sup>ème</sup> Secrétaire à l'organisation :** Nampaka BAMBA

**1<sup>er</sup> Secrétaire à l'information :** Fako COULIBALY

**2<sup>ème</sup> Secrétaire à l'information :** Sanata BAGAYOKO

**Secrétaire aux relations extérieures :** Lassina TOGOLA

**Secrétaire aux relations extérieures adjointe :** Fanta DIARRA

**Secrétaire aux conflits :** Aboubacar TRAORE

**Secrétaire aux conflits adjoint :** Madou DIALLO

**Commissaire aux comptes :** Amadou SAKALA

-----

Suivant récépissé n°0329/G-DB en date du 16 avril 2015, il a été créé une association dénommée : «Association pour le Développement du Village de Kala et Environs», (Commune de Diganibougou ; Région de Ségou), en abrégé (ADVKE).

**But :** Organiser les membres de l'association ; sensibiliser et informer ses membres à la vie du village et ses environs, etc.

**Siège Social :** aux 300 Logements, rue 118, porte 58 Bamako.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président actif :** Dramane DIARRA

**Secrétaires administratifs :**

- Amadi DEMBELE

- Adama DIARRA

**Secrétaires à la culture :**

- Adama Moussa DIARRA

- Nestor DIARRA

**Secrétaires à l'organisation :**

- Malamine DEMBELE

- Aïssata DIARRA

**Secrétaires chargés aux finances :**

- Mamadou Moussa DIARRA

- Sékou DIARRA

**Secrétaires chargés à la santé :**

- Sodjan DIARRA

- Drissa BAH

**Secrétaires aux conflits :**

- Oumar DEMBELE dit Bafing

- Modibo Haba BAH

**Secrétaires aux relations féminines :**

- Ouélématou COULIBALY

- Djélika DEMBELE

**Secrétaires à la communication :**

- Dramane DEMBELE

- Yoro DEMBELE dit Badjè

**Secrétaires au contrôle :**

- Brahima DEMBELE dit Badjè

- Bakary Mami DEMBELE

**Secrétaires aux relations extérieures :**

- Mahi HANE

- Moussa A. DIARRA

**Suivant récépissé n°0460/G-DB** en date du 3 juin 2015, il a été créé une association dénommée : «Association des femmes pour l'entraide et le développement», en abrégé (AFED)

**But** : relancer la solidarité et les actions humanitaires au Mali ; consolider des actions pour les démunis, etc.

**Siège Social** : Faladié Socoura Rue 706 porte 468.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Présidente** : Sadio TRAORE

**Secrétaire générale** : Batou SARRE

**Secrétaire administrative** : Adiaratou KOUNTA

**Secrétaire administrative adjointe** : Soumba DEMBELE

**Trésorière générale** : Awa TOURE

**Trésorière générale adjointe** : Bintou DIALLO

**Secrétaire chargée des Femmes** : Fatoumata DEMBELE

**Secrétaire adjointe chargée des Femmes** : Fatoumata KEITA

**Secrétaire chargée l'environnement** : Tata DRAME

**Secrétaire adjointe chargée l'environnement** : Kafouné BORE

**Secrétaire chargée de la jeunesse** : Maimouna KEITA

**Secrétaire adjointe chargée de la jeunesse** : Ma BENGALY

**Secrétaire chargée de la coopération et des relations extérieures** : Fatim FOFANA

**Secrétaire adjointe chargée de la coopération et des relations extérieures** : Assanatou TRAORE

**Secrétaire chargée du développement et de lutte contre la pauvreté** : Fatoumata TRAORE

**Secrétaire chargée de la communication** : Nanta BAKIA

**Secrétaire chargée de l'organisation**: Ina BA

**1<sup>ère</sup> Secrétaire chargée de l'organisation**: Minata COUMARE

**2<sup>ème</sup> Secrétaire chargée de l'organisation**: Alima TRAORE

**Secrétaire chargée des droits de l'homme et de citoyenneté** : Rokia DIABY

**Secrétaire chargée des comptes**: Sata DIALLO

**Secrétaire adjointe chargée des comptes**: Aminata TRAORE

**Secrétaire chargée des conflits** : Fatou DOUMBIA

**Secrétaire adjointe chargée des conflits** : Fatoumata COULIBALY

-----

**Suivant récépissé n°128/P-CS** en date du 15 juillet 2015, il a été créé une association dénommée : Association Daba SANGARE de Boukarila dans la Commune rurale de Kignan C/Sikasso», en abrégé (A.D.S).

**But** : Aménager le milieu (monter des projets pour la construction des centres de santé, écoles, ponts etc. ; promouvoir les droits sociaux, économiques, politiques et culturels dans les différents cycles de formation ; promouvoir de façon durable le système de production, transformer des produits agricoles, de sylvicultures et l'élevage, participer au développement socio-économique de la localité.

**Siège Social** : Boukarila dans la Commune rurale de Kignan C/Sikasso.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Adama SANRO

**Vice-président** : Drissa KONE

**Secrétaire administratif** : Alou SANGARE

**Secrétaire administratif adjoint** : Mamadou BERTHE

**Secrétaire administratif adjoint** : Salia DIAKITE

**Trésorier général** : Abdou DIARRA

**Trésorière adjointe** : Ramatou MALLE

**Trésorier général adjoint** : Siaka Malick SANGARE

**Secrétaire à l'information** : Salia MARIKO

**Secrétaire à l'information adjoint** : Niankoroba SANGARE

**Secrétaire à l'information adjoint** : Djibril SOGODOGO

**Secrétaire à l'organisation** : Ina MALLE

**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Issouf KEITA

**Secrétaire à l'organisation adjointe** : Bintou SOGODOGO

**Secrétaire à l'organisation adjointe** : Fatoumata MALLE

**Secrétaire à l'organisation adjointe** : Souleymane DIAKITE

**Secrétaire aux sports, arts, cultures, et jeunesse** : Abdoulaye MALLE

**Secrétaire adjoint aux sports, arts, cultures, et jeunesse** : Yacouba SANGARE

**Secrétaire adjoint aux sports, arts, cultures, et jeunesse** : Siaka Moussa SANGARE

**Secrétaire aux conflits** : Abdoulaye DIAWARA

**Secrétaire aux conflits adjoint**: Siaka KONE

**Secrétaire aux conflits adjointe** : Mme Maimouna MALLE

**Secrétaire à l'éducation, promotion féminine et à l'enfance** : Mme Awa SANOGO

**Secrétaire à l'éducation, promotion féminine et à l'enfance adjoint**: Diakaridia COULIBALY

**Secrétaire à l'éducation, promotion féminine et à l'enfance adjointe**: Mme Awa KONE

**Secrétaire à l'éducation, promotion féminine et à l'enfance adjointe**: Mme Adiarra SOGODOGO

**Secrétaire à la santé** : Mamoutou KEITA

**Secrétaire à la santé adjoint** : Fousseyni CISSE

**Secrétaire à la santé adjoint** : Kassim SANGARE

**Secrétaire à la santé adjointe** : Mme Korotoumou DIAKITE

-----

Suivant récépissé n°0429/G-DB en date du 18 mai 2015, il a été créé une association dénommée : «Collectif des Jeunes de Korofina Sud», en abrégé (CJKS).

**But** : Promouvoir le développement économique et social des populations de Korofina Sud en général et des jeunes en particulier, etc.

**Siège Social** : Korofina Sud dans la famille DIAKITE à côté du CSCOM.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Drissa SAMAKE

**1<sup>er</sup> vice-président** : Bakary TRAORE

**2<sup>ème</sup> vice-président** : Yamoussa DIAKITE

**3<sup>ème</sup> vice-président**: Youssouf CISSE

**Secrétaire général** : Sidiki KONATE

**Secrétaire général adjoint**: Yaya TOURE

**Secrétaire administratif** : Yaya DOUMBIA

**Secrétaire administratif adjoint** : Siriman KONE

**Trésorier général**: Aphiou MALLE

**Trésorière générale adjointe**: Binta SIDIBE

**Secrétaire à l'organisation et logistiques** : Zoumana KONE

**Secrétaire à l'organisation et logistiques adjointe** : Zeïnabou TRAORE

**Secrétaire aux affaires judiciaires et des droits humains**: Bafing DIARRA

**Secrétaire aux affaires judiciaires et des droits humains**: Bourama SIDIBE

**Secrétaire à la communication et à la presse 1<sup>er</sup> adjoint** : Famakan DEMBELE

**Secrétaire à l'éducation et à la culture** : Sibiri DOUMBIA

**Secrétaire aux relations extérieures et aux mouvements associatifs** : Mahamadou TRAORE

**Secrétaire à l'environnement et du Développement rural**: Bakary DIARRA

**Secrétaire aux sports et aux loisirs** : Moctar COULIBALY

**Secrétaire aux sports et aux loisirs adjoint** : Karim TRAORE

**Commissaire aux conflits** : Adama COULIBALY

**Commissaire aux conflits 1<sup>er</sup> adjoint** : Issa DOUMBIA

**Commissaire aux comptes** : Yaya TRAORE

**Commissaire aux comptes 1<sup>er</sup> adjoint** : Djibril CAMARA

**Secrétaire à la promotion de la femme** : Didi KANTE

**Secrétaire à la promotion de la femme 1<sup>ère</sup> adjointe** : Aïché TOURE

-----

Suivant récépissé n°139/MATD-DGAT en date du 13 juillet 2015, il a été créé une association dénommée : Union des Etudiants Maliens de l'Extérieur, en abrégé (UEMEX)

**But** : Revendiquer et de préserver les droits de tous les étudiants maliens de l'extérieur, de favoriser l'intégration des étudiants maliens de l'extérieur au sein de la faculté, etc.

**Siège Social** : Bamako, Faculté de Médecine et d'Odontostomatologie.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Souleymane SANOGO

**Vice président** : Salif MARIKO

**Secrétaire général** : Salif COULIBALY

**Secrétaire général adjoint** : Mama BALLO

**Secrétaire administratif** : Adama COULIBALY

**Secrétaire administratif adjoint** : Souleymane KONARE

**Secrétaire à l'organisation** : Boubacar SIDIBE

**Secrétaire à l'organisation adjoint** : Bassirou DIALLO

**Trésorière générale** : Awa DIALLO

**Trésorier général adjoint** : Mamadou COULIBALY

**Commissaire aux comptes** : Ibrahim SIDIBE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Issouf SANOGO

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint** : Soumahila TRAORE

**Secrétaire à l'information** : Fatouma KANTE

**Secrétaire adjointe à l'information** : Nantènè TRAORE

**Secrétaire aux affaires pédagogiques et culturelles** :  
Moussa SIDIBE

**Secrétaire aux affaires pédagogiques et culturelles adjoint** : Moulaye DIAWARA

**Secrétaire à la revendication** : Braïman TRAORE

**Secrétaire à la revendication adjoint** : Adama SANGARE

-----

**Suivant récépissé n°0672/G-DB** en date du 12 août 2015, il a été créé une association dénommée : «Association Jeunesse Datable de la Région de Mopti», en abrégé (AJDRM).

**But** : Réunir la jeunesse Djawabe de la Région de Mopti ; reconstituer leur unité perdue ; promouvoir leur développement socio-économique, etc.

**Siège Social** : Kalaban-Coura ACI, Rue 573, Porte 74.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mamadou YARANOGORE

**1<sup>er</sup> vice-président** : Modibo Kobi LANDOURE

**Secrétaire général** : Abou Kola BOCOUM

**Trésorier général** : Hamadou Ali KARAGNARA

**Trésorier général adjoint** : Djégui Baya NIANGADOU

**Suivant récépissé n°0660/G-DB** en date du 10 août 2015, il a été créé une association dénommée : «Coalition Malienne pour une Gouvernance Inclusive et un Développement Durable», en abrégé (CMGIDD)

**But** : Contribuer au renforcement de l'inclusion et de la participation citoyenne, des couches vulnérables dans les processus politiques et de prise de décisions à travers des actions d'informations et formations, de développement des mécanismes de contrôle citoyen de l'action public, etc.

**Siège Social** : Djélibougou, Rue 326, Porte 26.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Coordinateur** : Ibrahim SABANE

**Secrétaire général** : Moussa Sinaly KEITA

**Secrétaire administrative** : Aminata MARIKO

**Trésorier général** : Mahamadou CISSE

**Secrétaire à l'information et à la communication** : Aminata Seydou TRAORE

**Secrétaire à l'organisation et à la mobilisation** : Amadou Mahamoudou DICKO

**Secrétaire chargée des conflits** : Mme DIAKITE Saanon Sagni TRAORE

**Commissaire aux comptes** : Mme TOURE Minata SYLLA

**Commissaire aux comptes adjoint** : Adam BERTHE

-----

**Suivant récépissé n°0445/G-DB** en date du 29 mai 2015, il a été créé une association dénommée : «Association pour le Développement de Kalabambougou Cité», en abrégé (ADKC).

**But** : Contribuer à la promotion et au développement du quartier Kalabambougou Cité à travers l'amélioration des conditions de vie des habitants du quartier, etc.

**Siège Social** : Kalabambougou Cité à côté de la mosquée verte.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Dah TRAORE

**Secrétaire général** : Abdoulaye DIABATE

**Secrétaire administratif** : Ousmane FOFANA

**Secrétaire administratif adjoint** : Ibrahim DIARRA

**Secrétaire aux relations extérieures** : Baba MAGASSOUBA

**Secrétaire aux relations extérieures adjoint** : Mohamed TRAORE

**Secrétaire à l'information** : Bobaly HAIDARA

**Secrétaire chargés des activités sportives, culturelles et art** : Lassana CAMARA

**Secrétaire chargé de la protection matérielle et infantile** : Aboubacar TRAORE

**Trésorier général** : Fousseyni DIALLO

**Trésorier général adjoint** : Djibril HAIDARA

**Secrétaire à l'organisation** : Abdrahamane DAO

**Secrétaire à l'organisation 1<sup>er</sup> adjoint** : Zoumana DEMBELE

**Secrétaire à l'organisation 2<sup>ème</sup> adjoint** : Bourama GAKOU

**Commissaire aux comptes** : Lassina SIDIBE

-----

Suivant récépissé n°126/MATD-DGAT en date du 17 juin 2015, il a été créé une association dénommée : «Association Malienne de la Protection des Droits des Enfants », en abrégé (AMPDE).

**But** : Défendre les droits des enfants, créer un centre d'accueil, prise en charge sanitaire, lutter contre le travail des enfants, l'exclusion sociale, la déperdition scolaire, la délinquance juvénile, etc.

**Siège Social** : Bougouni, Hèrèmakono Nord Porte 138, tél : 65 85 35 88.

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Nafon S. SANGARE

**Secrétaire général** : Amidou SANGARE

**Secrétaire général adjoint** : Yacouba SYLLA

**Secrétaire administratif** : Salif Niambélé

**Trésorière générale** : Djénèbou COULIBALY

**Trésorière générale adjointe** : Farimatou Issa MAIGA

**Secrétaire à l'organisation** : Bréhima TRAORE

-----

Suivant récépissé n°0582/G-DB en date du 09 juillet 2015, il a été créé une association dénommée : «Association pour le Développement de Filamana» situé dans la commune de Koussan, Cercle de Yanfolila, Région de Sikasso, en abrégé (ADEFI).

**But** : Proposer à notre population une autre manière d'appréhender, de discuter et de résoudre les problèmes du village, etc.

**Siège Social** : Garantiguibougou Rue 477, Porte 38

**LISTE DES MEMBRES DU BUREAU :**

**Président** : Mamadou SANGARE

**Vice-président** : Yaya SIDIBE

**Secrétaire général** : Daouda Malaye SIDIBE

**Secrétaire administratif** : Hassane Ali COULIBALI

**Secrétaire au développement et à l'environnement** : Lamine SANGARE

**Secrétaire à l'organisation, à la Jeunesse et à l'Information** : Toumani Siaka SIDIBE

**Secrétaire aux relations extérieures** : Yaya SANGARE

**Secrétaire chargé à l'éducation et à la culture** : Amadou SANGARE

**Secrétaire aux conflits** : Alama SIDIBE

**Secrétaire aux comptes** : Daouda SANGARE

**Trésorier général** : Yacouba SANGARE